



LUXDEV

Luxembourg
Development Agency

RAPPORT ANNUEL

2025

Dossier spécial •
Secteur privé



SOMMAIRE •

• RÉDACTION

Adeline JACOB

Avec les contributions
des représentants résidents,
des chargés et conseillers programmes,
des conseillers et assistants techniques,
des coordinateurs de communication,
des chargés administration, gestion et finances,
des assistants techniques juniors
ainsi que de l'ensemble des collaborateurs
ayant pris part à la réalisation de ce rapport.

• DOSSIER SPÉCIAL

Mélanie BUGNON-DIA,
Laura CATANA,
Pascal FABING,
Ndeye-Awa GUEYE,
Daniele GELZ,
Colin NICOLAS-MOLINIÉ,
Angeline ROUSSEAU,
Ben WANDIVINIT

• CONCEPTION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE

Cathy SCHELTEN

• COORDINATION ÉDITORIALE

Jeanne RENAULD

• PHOTOS

Nous remercions l'ensemble des auteurs des
photos publiées dans ce rapport.

© LuxDev, 2025

MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL • 4

CARTE D'IDENTITÉ • 6

CARTE DES SECTEURS • 8

DOSSIER SPÉCIAL - MOBILISER LE SECTEUR PRIVÉ : UN LEVIER STRATÉGIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT • 10

SAHEL - ENTRE ABOUTISSEMENTS ET LANCEMENTS • 18

VERS DE NOUVEAUX HORIZONS • 26

UKRAINE - UNE COOPÉRATION RENFORCÉE • 31

ACTIVITÉS PHARES • 34

RÉCAPITULATIF DES FONDS MIS EN ŒUVRE EN 2025 • 52

RÉCAPITULATIF DES PROJETS ET PROGRAMMES
FORMULÉS ET MIS EN ŒUVRE EN 2025 • 54



MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



**NIMA
AHMADZADEH** •
Président du conseil
d'administration



MANUEL TONNAR •
Directeur général

2025 : L'ANNÉE DE TOUS LES DÉFIS

Dans un contexte international marqué par des tensions géopolitiques persistantes, des contraintes budgétaires accrues et une remise en question du multilatéralisme, l'aide publique au développement est sous pression au niveau mondial. Cette évolution intervient alors que les besoins de financement liés à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) demeurent importants.

Ce contexte appelle une adaptation continue des approches et des instruments de la coopération internationale, dans l'esprit des discussions menées lors de la 4^e Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est tenue à Séville en 2025. Il met en évidence la nécessité de mieux cibler les priorités, de renforcer l'efficacité de l'aide, et de rechercher, lorsque cela est pertinent, un effet catalytique permettant de mobiliser des financements additionnels, publics comme privés.

Pour LuxDev, cette évolution invite à poursuivre les réflexions sur les modalités de mise en œuvre de la politique de coopération, dans le respect des orientations arrêtées par le gouvernement. Il s'agit de concilier l'engagement de solidarité internationale du pays avec une exigence accrue de sélectivité, d'impact, de soutenabilité et de bonne gouvernance des moyens mobilisés.

Dans ce cadre, LuxDev a connu en 2025 plusieurs évolutions importantes, dont les éléments marquants suivants peuvent être relevés.

UN RAPPROCHEMENT AVEC LE SECTEUR PRIVÉ

Mobiliser l'ensemble des leviers – publics comme privés – est devenu crucial pour soutenir la réalisation des ODD. C'est dans cette perspective que LuxDev s'est dotée d'une nouvelle modalité d'engagement du secteur privé. Les pages qui suivent illustrent comment, en associant des entreprises à l'atteinte des ODD, l'Agence entend élargir son champ d'action tout en demeurant fidèle à sa mission : contribuer à un développement durable, inclusif et bénéficiant aux populations les plus vulnérables (lire pp. 10 à 17).

UNE TRANSITION MAJEURE AU SAHEL

Un autre tournant a marqué l'année 2025 : la fin de la coopération bilatérale au Sahel. Conformément aux orientations gouvernementales, et à la suite des évolutions géopolitiques intervenues dans la région, les programmes bilatéraux financés par la Coopération luxembourgeoise au Sénégal, au Mali, au Niger et au Burkina Faso ont atteint leur terme au 31 décembre. Ces interventions laissent derrière elles des résultats tangibles, reflet d'améliorations concrètes des conditions de vie des populations et d'un renforcement durable des capacités nationales dans des secteurs clés. Si les interventions bilatérales du Luxembourg s'achèvent, l'engagement de LuxDev dans la région se poursuit toutefois à travers des projets financés par l'Union européenne, assurant la continuité de l'action de l'Agence dans un cadre renouvelé (lire pp. 18 à 25).

UN REDÉPLOIEMENT GÉOGRAPHIQUE IMPORTANT

La clôture des programmes bilatéraux au Sahel s'est accompagnée d'une réorientation géographique de la Coopération luxembourgeoise et, par conséquent, d'un repositionnement des interventions de LuxDev sur le terrain. Ce mouvement, amorcé au cours des dernières années, a trouvé en 2025 son aboutissement. Il a permis à l'Agence de planter de nouveaux jalons sur plusieurs continents, de l'Asie du Sud-Est à l'Amérique centrale, en passant par l'Afrique de l'Ouest côtière. Ce redéploiement a consisté à tisser de nouveaux partenariats, à formuler des cadres de coopération adaptés aux priorités des pays partenaires et à lancer les premières actions posant les bases de collaborations durables.

Signé en avril 2025, l'accord général de coopération entre le Luxembourg et le Cambodge marque ainsi l'ouverture d'un nouveau chapitre en Asie du Sud-Est, tandis que l'accord de siège obtenu en novembre de la part du gouvernement togolais a

permis le déploiement à Lomé des équipes chargées de la mise en œuvre du futur Programme indicatif de coopération (PIC) Togo-Luxembourg. En Amérique latine, la ratification de l'accord-cadre avec le Costa Rica fin 2024 a donné une impulsion décisive aux activités de LuxDev, faisant du bureau régional de San José un pôle central pour le déploiement et la gestion de programmes à l'échelle régionale.

Alors que de nombreux projets ont été formulés dans ces nouvelles zones d'intervention au cours de l'année 2025 (lire pp. 26 à 30), plusieurs initiatives sont déjà entrées en phase de lancement. Dans certains cas, de premiers résultats sont déjà perceptibles, notamment à travers la participation de LuxDev à des initiatives *Team Europe* ou la mise en œuvre de coopérations déléguées à d'autres agences, confirmant sa capacité à inscrire ses nouvelles interventions dans une dynamique opérationnelle rapide et structurante.

UNE MOBILISATION SANS PRÉCÉDENT EN UKRAINE

Mais l'effort qui illustre le plus clairement la capacité d'adaptation de LuxDev face à des crises de grande ampleur est celui déployé en Ukraine, devenue le premier pays d'intervention de l'Agence en termes de volume financier, avec un montant total de 30 573 652 EUR déboursés, soit 18,09 % du total des déboursements de l'année. Face à la dégradation continue de la situation sécuritaire et humanitaire dans le pays, LuxDev a géré d'importantes extensions budgétaires consenties par le Grand-Duché de Luxembourg, avec une contribution additionnelle de 20 millions EUR au Fonds de soutien à l'énergie de l'Ukraine, ainsi qu'un renforcement des dispositifs d'accompagnement psychosocial en milieu scolaire dans le district de Kryvyi Rih, pour une enveloppe de 1,68 million EUR (lire pp. 31 à 33).

UN ENGAGEMENT INSCRIT DANS LA DURÉE

En parallèle, l'Agence a su assurer la continuité de ses actions dans des pays où sa présence est désormais solidement établie. Ainsi, les interventions (co)financées par le Luxembourg se sont maintenues à un rythme soutenu au Bénin, au Cabo Verde, au Kosovo, au Laos, au Rwanda et au Vietnam. De nouveaux appuis structurants ont également été préparés, notamment au Bénin, au Kosovo et en Mongolie.

Grâce à la politique de coopération ambitieuse du gouvernement, qui a maintenu le niveau de 1 % de son revenu national brut dédié à l'aide publique au développement, l'année 2025 s'est distinguée pour LuxDev par un niveau d'activité sans précédent (169 millions EUR réalisés contre 144,3 en 2024). Cette progression significative témoigne de nombreux mandats confiés à l'Agence par le ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur, complétés par ceux du ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et du ministère de l'Économie. Cette dynamique s'est par ailleurs accompagnée d'un renforcement des partenariats avec des bailleurs tiers, dont les déboursements ont atteint 23,2 millions EUR en 2025, illustrant la capacité de LuxDev à mobiliser des ressources diversifiées autour de priorités partagées.

UN EFFORT COLLECTIF DANS UN MONDE EN TRANSITION

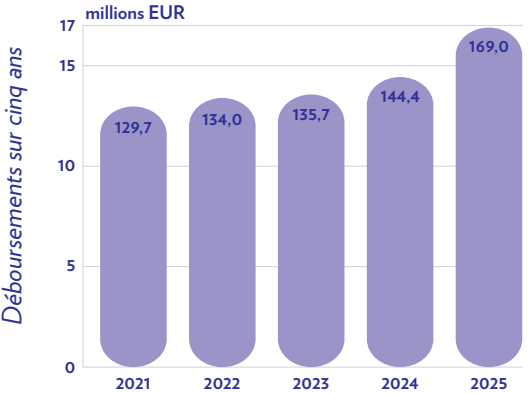
L'année 2025 a une nouvelle fois démontré que le travail de LuxDev repose avant tout sur un engagement collectif. L'Agence a pu compter sur la confiance renouvelée du gouvernement, et plus particulièrement du ministre en charge de la Coopération luxembourgeoise Xavier BETTEL, ainsi que de ses partenaires, et sur la mobilisation constante de ses équipes, sur le terrain comme au siège. Nous adressons nos remerciements et notre sincère reconnaissance à toutes et tous, en particulier à nos collaboratrices et collaborateurs basés dans les pays du Sahel, dont le professionnalisme et l'engagement exemplaires se sont manifestés jusque dans les derniers instants.

Les résultats atteints en 2025, mis en lumière dans les pages suivantes, témoignent de cette capacité d'adaptation, de résilience et d'innovation de l'Agence.

CARTE D'IDENTITÉ •

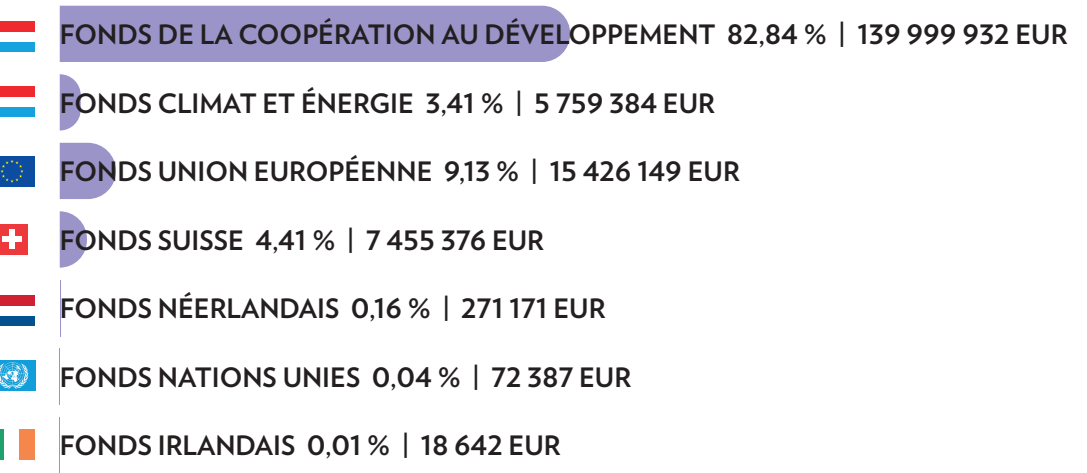


PROJETS ET PROGRAMMES MIS EN ŒUVRE **90**



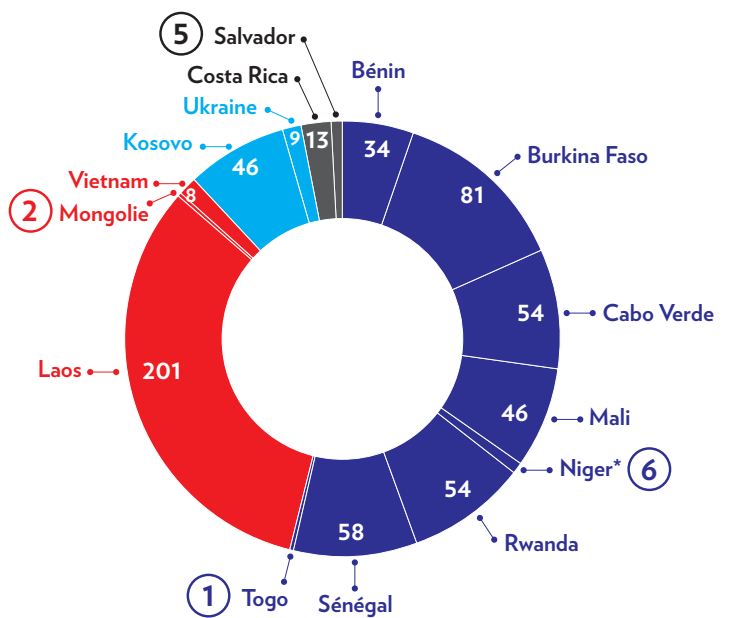
ÉTUDES RÉALISÉES **5** BUREAUX PAYS/RÉGIONAUX **9** PROJETS/PROGRAMMES EN FORMULATION **18**

Répartition par bailleur



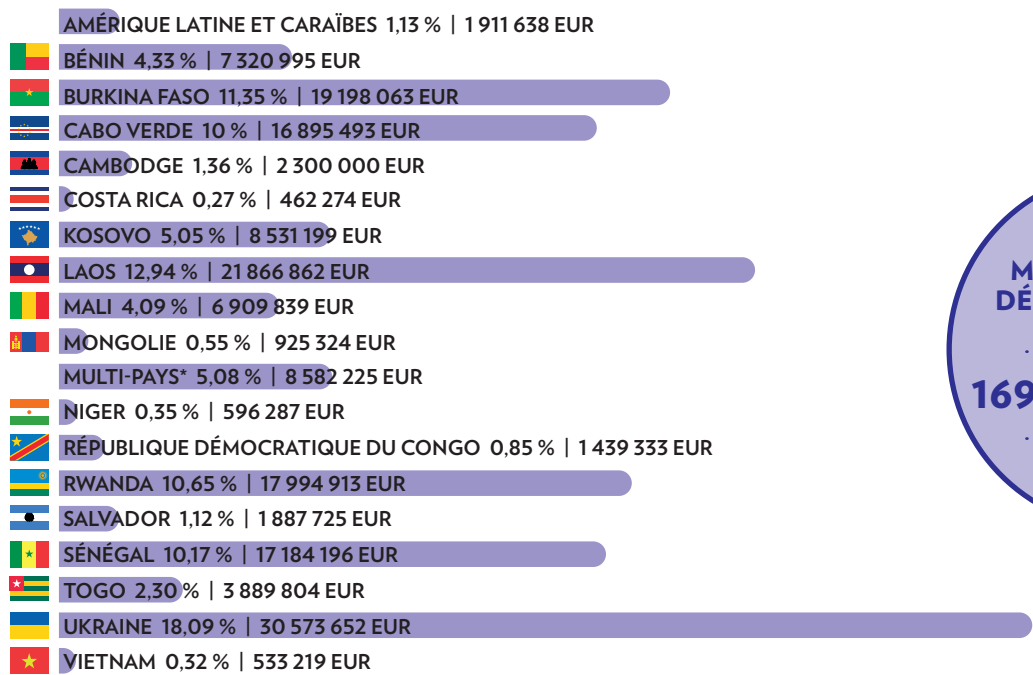
706 COLLABORATEURS
88 AU SIÈGE
618 SUR LE TERRAIN

Répartition sur le terrain (au 31.12.2025)



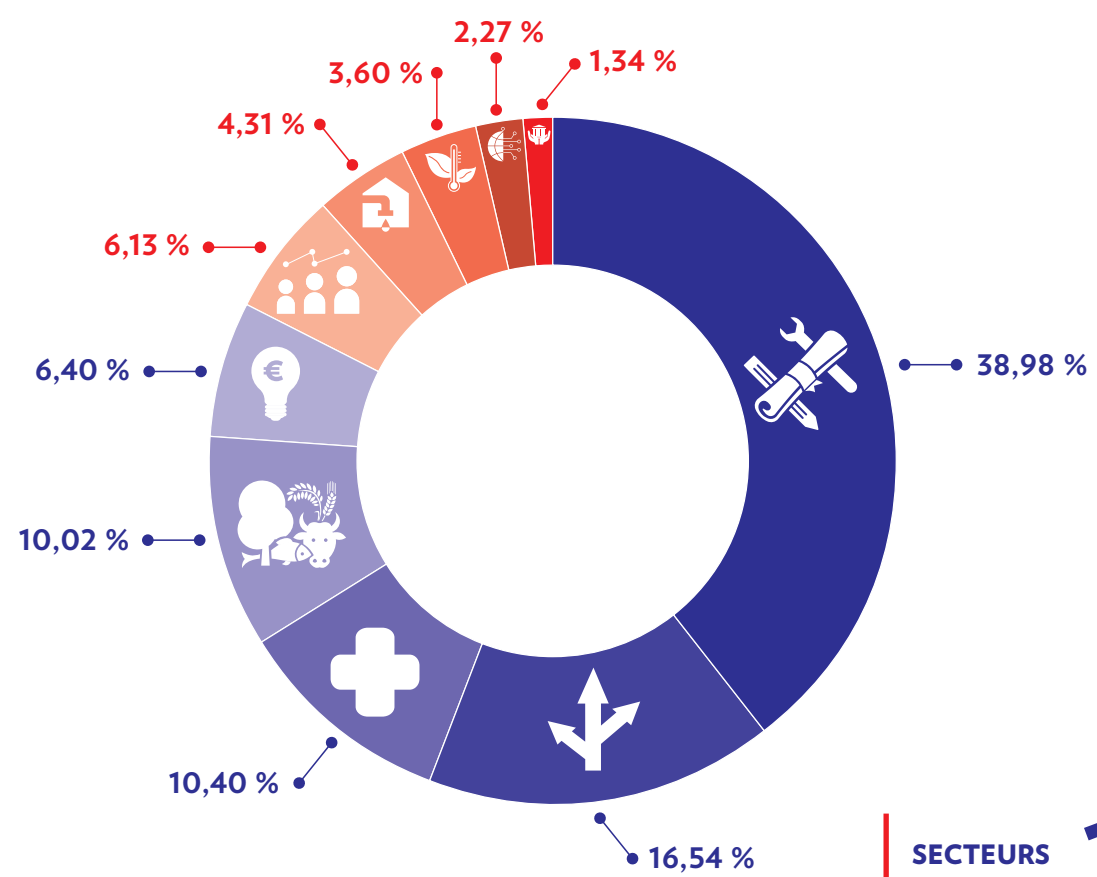
* Le bureau du Niger a été fermé en 2025, la clôture des programmes a été gérée par les équipes restantes depuis le Bénin.

Déversements 2025 par pays



* Voir détail p. 52

Déversements 2025 par secteur



MONTANT TOTAL DÉBOURSÉ EN 2025
169 003 041 EUR

SECTEURS **10**

LES SECTEURS •

AGRICULTURE,
SYLVICULTURE ET PÊCHE



DÉVELOPPEMENT
SOCIO-ÉCONOMIQUE



DIGITALISATION
ET TIC



EAU ET
ASSAINISSEMENT



ÉDUCATION,
FORMATION ET EMPLOI



ENVIRONNEMENT ET
CHANGEMENT CLIMATIQUE



FINANCE D'IMPACT



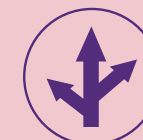
GOVERNANCE



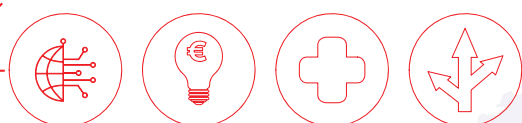
SANTÉ



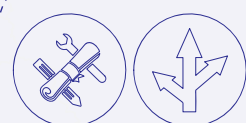
AUTRES



PROGRAMMES GLOBAUX GÉRÉS DEPUIS LE SIÈGE



UKRAINE



MONGOLIE



NIGER



MALI



KOSOVO



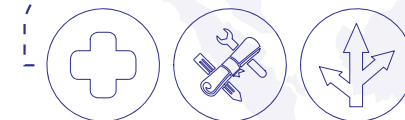
LAOS



VIETNAM



CAMBODGE



RWANDA



RD CONGO



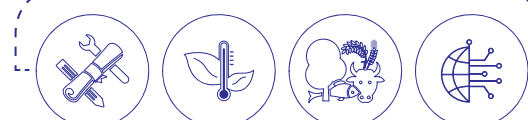
BÉNIN



BURKINA FASO



TOGO



DOSSIER SPÉCIAL
SECTEUR PRIVÉ

POURQUOI?

COMMENT?

ET AVEC QUEL IMPACT?



DOSSIER SPÉCIAL • MOBILISER LE SECTEUR PRIVÉ : UN LEVIER STRATÉGIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT



Face à l'ampleur des défis de développement et à la nécessité de mobiliser de nouvelles sources de financement, le secteur privé s'impose désormais comme un partenaire stratégique pour atteindre les ODD. En 2025, LuxDev a adopté une nouvelle modalité d'engagement du secteur privé garantissant un usage rigoureux des fonds qui lui sont confiés. Ce dossier revient sur les fondements, les pratiques et les réalisations d'une approche qui place l'innovation, l'impact mesurable et la coresponsabilité au cœur de l'action de l'Agence.



• UN ALLIÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT

En 2025, la 4^e Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Séville, a rappelé l'ampleur des besoins pour atteindre les ODD : près de 4 000 milliards USD d'investissements supplémentaires seraient nécessaires chaque année jusqu'à l'horizon 2030. Face à ce déficit de financement que les ressources publiques ne peuvent combler seules, l'Engagement de Séville réaffirme la nécessité de mobiliser l'ensemble des leviers – publics comme privés – pour soutenir la réalisation des ODD.

Dans ce contexte, le secteur privé, reconnu comme moteur du développement durable, de la croissance économique inclusive et de la création d'emplois décents, apparaît comme

un acteur essentiel aux côtés de l'aide publique au développement. Outre sa capacité d'investissement, ses modèles économiques permettent la poursuite des activités au-delà des cycles de financement traditionnels. Grâce à leurs structures organisationnelles, les entreprises disposent en outre d'une capacité d'innovation et de passage à l'échelle difficilement reproductible par les acteurs publics seuls. Ces derniers, garants de l'orientation, de la cohérence et de la régulation des politiques de développement, demeurent néanmoins indispensables pour assurer un impact véritablement inclusif et durable. Cette complémentarité rend aujourd'hui une action conjointe incontournable.

• DÉVELOPPEMENT VS. ENGAGEMENT : UN POSITIONNEMENT INNOVANT

Dans cette optique, LuxDev a choisi une voie spécifique : mobiliser les entreprises locales dans une logique d'engagement. Dans ses pays d'intervention, l'Agence s'associe à des entreprises à impact qui ne sont pas seulement bénéficiaires d'un appui ponctuel, mais bien coresponsables de l'atteinte des objectifs des projets et programmes qu'elle met en œuvre. Cette démarche permet de soutenir des modèles économiques capables de générer des effets durables sur l'ensemble d'une chaîne de valeur – fournisseurs, producteurs, salariés et clients finaux y compris.

Au cours de l'exercice 2025, cette approche a été formalisée à travers une nouvelle modalité d'engagement développée sur la base des premiers résultats de l'initiative LuxAidBusiness4Impact, lancée en 2023. Cette dernière regroupe trois fonds d'engagement avec le secteur privé qui donnent aux entreprises les moyens financiers dont elles manquent pour commercialiser, accélérer ou mettre à l'échelle une solution innovante.



RÉUSSITE

• BIOMASSTERS STRUCTURE UNE CHAÎNE DE VALEUR DURABLE

Au Rwanda, l'entreprise BioMassters, cofinancée à hauteur de 334 000 EUR dans le cadre du projet LuxAidBusiness4Impact, illustre la manière dont l'engagement du secteur privé peut contribuer au développement de solutions durables. L'entreprise s'attaque à un enjeu majeur : la forte dépendance des ménages au bois et au charbon pour la cuisson, source de pollution domestique et de pression sur les écosystèmes forestiers.

BioMassters déploie un modèle économique innovant fondé sur la diffusion de poêles à granulés à haute performance et sur la vente de pellets – moins coûteux que le charbon – produits localement. Un mécanisme de cashback, financé par des crédits carbone, encourage l'adoption de la solution par les ménages. Grâce à cette initiative, plus de 5 400 utilisateurs ont déjà adopté ces foyers propres et témoignent d'une amélioration de leurs conditions de vie : augmentation vérifiée de leurs revenus, bénéfices significatifs pour leur santé grâce à la forte diminution de leur exposition aux fumées, etc. La réussite de ce modèle économique contribue à structurer une chaîne de valeur locale : production de pellets à partir de déchets de biomasse, création d'emplois verts, réduction des émissions de CO₂ et des pressions sur les ressources forestières.

BioMassters ne se limite donc pas à déployer une technologie : elle met en place un modèle durable alliant impact climatique, inclusion économique et amélioration des conditions de vie. À ce titre, elle contribue directement aux objectifs poursuivis par l'Agence et s'aligne sur les efforts du projet SFERE (lire p. 48), qui vise à restaurer les paysages forestiers dégradés, à améliorer les moyens de subsistance et à développer des chaînes de valeur énergétiques durables dans le nord-ouest et l'est du Rwanda. ■



• L'ASSURANCE D'UN IMPACT TANGIBLE

Pour garantir la qualité de ses partenariats avec le secteur privé, LuxDev a rédigé un guide opérationnel basé sur les enseignements du projet LuxAidBusiness4Impact et inspiré des meilleures pratiques internationales. Cet outil vise à assurer que les fonds publics confiés à l'Agence bénéficient uniquement à des acteurs dont les activités et les objectifs sont alignés avec les enjeux du développement.

Conformément aux principes formulés dans ce guide, le parcours d'une entreprise candidate au partenariat passe systématiquement par une phase de diligence raisonnable (*due diligence*) permettant à l'Agence d'atténuer les risques liés à un projet ou à un partenaire proposé. Pour prétendre à un cofinancement, le candidat doit non seulement prouver sa non-exposition à des critères d'exclusion par le biais d'un outil KYC (*Know Your Customer*), mais aussi remplir des conditions garantissant la qualité de la solution proposée et satisfaire des critères de prudence constituant un rempart contre d'éventuelles externalités négatives en matière de droits humains et environnementaux.

Également conditionné à l'atteinte de résultats clairement définis, le soutien accordé introduit une véritable culture de mesure d'impact au sein des entreprises. Conçue pour vérifier que les fonds publics confiés à l'Agence améliorent de manière tangible les conditions de vie des populations cibles, cette démarche s'avère aussi stratégique pour les entreprises elles-mêmes. En effet, de plus en plus de partenaires reconnaissent l'intérêt d'une compréhension fine de la valeur créée par un produit ou un service et mobilisent ces données pour ajuster leur offre, renforcer leur relation client et orienter leurs décisions de croissance. Les indicateurs de reporting de l'Agence, centrés sur la pertinence et la valeur ajoutée d'une solution, éclairent ainsi désormais les trajectoires d'expansion des acteurs accompagnés.



TÉMOIGNAGE •



• GUIDER LES ENTREPRISES DANS LA MESURE D'IMPACT

Ambroise KIENTEGA, *Technical Assistant* pour le projet LuxAidBusiness4Impact au Burkina Faso, nous explique comment il accompagne les entrepreneurs burkinabè et maliens cofinancés par les fonds d'engagement de la Coopération luxembourgeoise.

« Une fois sélectionnées, les entreprises signent un accord de cofinancement par lequel elles s'engagent à atteindre des objectifs précis (nombre d'emplois créés, de nouveaux utilisateurs de leur produit ou service, de personnes formées, etc.) sur une période définie. La satisfaction de ces attentes conditionne le versement des différentes tranches du cofinancement. Les entreprises se trouvant souvent à un stade précoce de leur développement, elles peuvent présenter des besoins accrus d'accompagnement. En complément du suivi régulier des indicateurs établis lors de l'accord de cofinancement à travers des visites sur place ou des échanges téléphoniques, je leur apporte donc un appui technique : conseil, mise en réseau, outils de gestion, renforcement des capacités en matière de *reporting*, réflexion stratégique, etc. Cela leur permet d'améliorer leurs performances, de surmonter les difficultés rencontrées et d'assurer une mise en œuvre effective du projet cofinancé. »



• DES PARTENARIATS QUI TRANSFORMENT

Résultats d'une initiative pionnière

En 2025, le projet LuxAidBusiness4Impact a confirmé son rôle central dans la mobilisation du secteur privé au service du développement. Au total, ses trois fonds d'engagement ont engendré l'ouverture de 1 700 candidatures. Ensuite, 26 projets ont été sélectionnés et cofinancés, pour un investissement global de 10,5 millions EUR, dont 4,9 millions EUR de la Coopération luxembourgeoise. Ces initiatives ont amélioré les conditions de vie de 15 000 personnes et contribué à pas moins de 13 ODD.

Instrument de mobilisation qui soutient le passage à l'échelle d'initiatives innovantes, le LuxAid Demonstration Fund a offert en 2025 un cofinancement à 12 entreprises pionnières au Sénégal, au Rwanda et au Kosovo. Issus de secteurs variés, les lauréats partagent une même ambition : proposer des modèles économiques porteurs de transformations durables. Au Sénégal, par exemple, Kaoplast s'attaque à la pollution plastique en structurant une filière de collecte, de tri et de recyclage des déchets. En créant une véritable économie circulaire autour du plastique, l'entreprise génère des revenus stables pour des centaines de collecteurs et fournit à l'industrie

locale une matière première valorisée. Grâce à un cofinancement de 350 000 EUR, Kaoplast prévoit d'augmenter les revenus de ses collecteurs de 15 % et d'en embaucher 200 supplémentaires d'ici fin 2026, de produire 300 tonnes de granulés et d'éviter 800 tonnes de CO₂ par an.

Soutenant des initiatives innovantes dans une phase de développement plus précoce, le LuxAid Challenge Fund (LCF) a de son côté cofinancé, en 2025, sept projets à fort impact au Bénin et quatre entreprises kosovares s'attaquant à des défis urgents. Parmi elles, Qendra Profesionale për Gjithëpërfshirje (QPGJ) développe une solution pionnière pour pallier le manque d'assistants spécialisés dans l'accompagnement scolaire des enfants à besoins spécifiques. L'entreprise a mis au point un programme de formation combinant cours théoriques en ligne et stages. Ce programme hybride, accessible sur tout le territoire, ouvre de nouvelles perspectives à de jeunes adultes – pour la plupart issus de zones rurales et sans emploi – et répond à une demande massive, avec 1 200 candidatures pour 120 places disponibles la première année. Grâce au soutien du LCF, QPGJ formera 75 nouveaux assistants supplémentaires et apportera un appui direct à autant d'enfants.



La Business Partnership Facility : une décennie de mobilisation

Premier fonds d'engagement avec le secteur privé mis en place par l'État luxembourgeois et troisième fonds constituant le projet LuxAidBusiness4Impact, la Business Partnership Facility (BPF), qui soutient des collaborations innovantes entre des entreprises basées dans l'Union européenne et des entités implantées dans un pays en développement, est entrée dans sa 10^e année d'activité en 2025. Depuis son lancement, 54 projets ont été appuyés dans plus de 20 pays, représentant 15,5 millions EUR d'investissements totaux, dont 5,3 millions EUR de cofinancement de la Coopération luxembourgeoise. Ces initiatives ont permis de créer 2 229 emplois et d'améliorer les conditions de vie de plus de 100 000 personnes, illustrant l'impact que peuvent générer innovation, entrepreneuriat et coopération au développement lorsque leurs objectifs s'alignent. Ces projets reposent sur des partenariats étroits entre entreprises européennes et acteurs locaux, favorisant le transfert de savoir-faire et l'adaptation des solutions aux contextes d'intervention.

La BPF permet ainsi aux entreprises de tester, d'adapter et de déployer des solutions innovantes tout en partageant les risques liés à leur développement. Elle a notamment soutenu IBISA, une insurtech luxembourgeoise, dans le déploiement d'une solution d'assurance climatique. D'abord testée au Niger, celle-ci a ensuite été étendue à l'Afrique de l'Ouest, où elle permet aujourd'hui à quelque 2 500 pasteurs de sécuriser leurs revenus et activités face aux aléas climatiques, notamment grâce à un système d'indemnisation plus rapide que les systèmes d'assurance traditionnelle.

Dans un autre registre, la BPF contribue également à structurer des secteurs clés à travers des projets à fort impact local. En Côte d'Ivoire, par exemple, l'appui à la société luxembourgeoise BCE et à son partenaire ivoirien SGM a contribué au lancement de la chaîne NCI, premier média audiovisuel indépendant et pluraliste du pays, touchant aujourd'hui près de 500 000 ménages. Le projet a permis de créer quelque 100 emplois directs depuis 2019 et de former une cinquantaine de professionnels locaux, constituant désormais un modèle répliquable pour d'autres marchés.

Au terme de cette première décennie, la BPF a démontré sa capacité à transformer des initiatives pilotes en solutions durables, qui continuent de se déployer à plus grande échelle. ■



Une approche répliquée

Capitalisant sur l'expérience du projet LuxAidBusiness4Impact, LuxDev réplique désormais cette approche d'engagement du secteur privé dans certains programmes de coopération bilatérale. Au Vietnam, l'entreprise Mekong Herbals participe ainsi à l'atteinte des objectifs du projet Finance for resilience (lire p. 51). Cette initiative vise à améliorer la résilience des agriculteurs et des petites entreprises de la région de Hué, particulièrement exposés aux effets du changement climatique et aux évolutions d'un marché de plus en plus orienté vers les produits biologiques. Dans ce contexte, l'Agence applique une approche de développement des systèmes de marché, afin de garantir que l'agriculture y demeure un moyen de subsistance durable. Des filières agricoles viables, présentant un fort potentiel en matière d'inclusion des femmes et d'adaptation au changement climatique, ont ainsi été identifiées. Parmi celles-ci, la filière de l'hibiscus a été retenue. Un partenariat a été établi avec Mekong Herbals, transformateur et exportateur vietnamien désireux de s'approvisionner en fleurs de qualité. Dans le cadre de ce cofinancement, combinant des fonds de la Coopération luxembourgeoise et un investissement propre de l'entreprise, Mekong Herbals s'est engagée à encourager les producteurs de Hué à adopter des pratiques

durables. Cette démarche se traduit notamment par une offre de contrats d'approvisionnement d'une durée de cinq ans avec des prix d'achat garantis, la dispense de formations, ainsi que la mise en place d'une pépinière et d'une unité de production d'engrais organiques. Ce partenariat illustre la capacité du secteur privé à générer des modèles économiques durables et à renforcer la résilience des communautés rurales.

Dans la région du Sahel, le secteur privé a été particulièrement sollicité pour atteindre les objectifs des programmes de coopération bilatérale mis en œuvre dans le secteur de la formation et de l'emploi. Au Sénégal, par exemple, la Laiterie du Berger a permis de construire de solides ponts vers l'insertion en contribuant au projet de ferme-école de Niary. Fruit d'un partenariat entre le Centre de formation professionnelle de Dagana, la coopérative Kossam SDE et des acteurs du secteur privé, cet établissement a permis de former et insérer 144 jeunes femmes en gestion de mini-ferme et production laitière. L'entreprise a non seulement apporté son expertise sectorielle au projet, mais a aussi orienté les contenus de formation vers les besoins du marché et facilité l'insertion des bénéficiaires dans une chaîne de valeur existante, faisant de cette initiative un levier d'employabilité et d'entrepreneuriat ancré dans l'économie locale.



TÉMOIGNAGE •



• UNE APPROCHE COMPLÉMENTAIRE AUX CONCEPTIONS PLUS TRADITIONNELLES

Murielle HERMOUET, *Resident Representative* pour LuxDev à Bamako, revient sur l'expérience du LCF au Mali et sur la manière dont l'approche secteur privé s'intègre désormais dans les programmes de coopération.

« Cette expérience, lancée fin 2023, a d'abord permis à notre bureau d'approfondir sa compréhension du secteur privé malien grâce à la réalisation d'une cartographie de l'écosystème d'appui à l'entrepreneuriat. Menée pour faciliter la diffusion de l'appel à projets du LCF, cette analyse s'est révélée précieuse pour les programmes de coopération mis en œuvre par la suite.

Les procédures développées dans le cadre du LCF ont également inspiré la création, puis le lancement d'un fonds destiné aux PME innovantes dans le cadre du programme Développement rural et sécurité alimentaire (lire p. 22). Par ailleurs, le collaborateur impliqué dans la sélection des entreprises LCF a pu renforcer ses compétences, notamment en matière de diligence raisonnable. Cette expertise sera prochainement mobilisée dans le nouveau projet de formation professionnelle pour la jeunesse au Mali, financé par l'Union européenne et fondé sur une approche basée sur les systèmes de marché (lire p. 25).

Plus largement, le LCF a transformé la manière dont les équipes du bureau perçoivent l'appui au secteur privé, en offrant une perspective nouvelle et complémentaire à leur vision plus traditionnelle de la coopération.



Le projet Croissance durable et inclusive au Kosovo s'est également rapproché du secteur privé en soutenant un programme de subvention à l'innovation destiné aux entreprises kosovares. Cofinancé par le Grand-Duché de Luxembourg et mis en œuvre en collaboration avec le ministère kosovar de l'Industrie, de l'Entrepreneuriat et du Commerce, ce mécanisme accompagne le développement de solutions innovantes telles qu'Andrra App, une plateforme désormais enrichie par l'intelligence artificielle. Cette application regroupe dans un même outil albanophone le suivi des cycles menstruels, la planification familiale, des conseils sur la grossesse et un accompagnement parental, transformant la manière dont les familles kosovares accèdent à des informations fiables en matière de santé et de bien-être.



© Arben LLAPASHTICA



Le secteur privé devient à la fois partenaire de terrain et partenaire financier, au service du développement durable.

• LA FINANCE D'IMPACT, UNE CONTINUITÉ STRATÉGIQUE

Forte de l'expérience acquise à travers ses fonds d'engagement avec le secteur privé, LuxDev est désormais en mesure de franchir une nouvelle étape. L'objectif: mettre à l'échelle ce type d'engagement et en assurer la durabilité. Il ne s'agit plus uniquement de cofinancer des entreprises à impact, mais également de structurer et d'investir dans des fonds ou des intermédiaires financiers privés afin de mobiliser des capitaux vers des activités contribuant de manière tangible aux objectifs de développement.

Cette approche d'investissement indirecte vise non seulement à appuyer davantage d'acteurs, mais aussi à faire émerger, au sein du portefeuille de l'Agence, des fonds et des entreprises capables d'attirer des investisseurs tout en préservant leur intentionnalité sociale, environnementale et économique. À cette fin, LuxDev a également mis en place ou soutenu des facilités d'assistance technique ciblant ces acteurs. Le SSNUP (Smallholder Sustainability Upscaling), par exemple, les accompagne dans la structuration de leur modèle économique, l'amélioration de leur gouvernance, la consolidation du suivi de leur performance ou de la mesure d'impact (lire p. 40).

Par ailleurs, LuxDev entend capitaliser sur l'expertise du Luxembourg en matière de fonds d'investissement au bénéfice des marchés financiers locaux, comme en témoigne le projet d'appui au développement du Kigali International Finance Centre exécuté au Rwanda (lire p. 40).

Cette orientation devra toutefois rester guidée par la mission de l'Agence. La mobilisation de capitaux privés n'a de sens que si elle génère des résultats tangibles, inclusifs et durables pour les populations. À mesure que son portefeuille d'entreprises s'étoffe et que ses partenariats se consolident, LuxDev pourra ainsi opérationnaliser une approche dans laquelle le secteur privé devient à la fois partenaire de terrain et partenaire financier, au service du développement durable. ■



© SSNUP-ADA | TEKS Studio Kenya

SAHEL: ENTRE ABOUTISSEMENTS ET LANCEMENTS

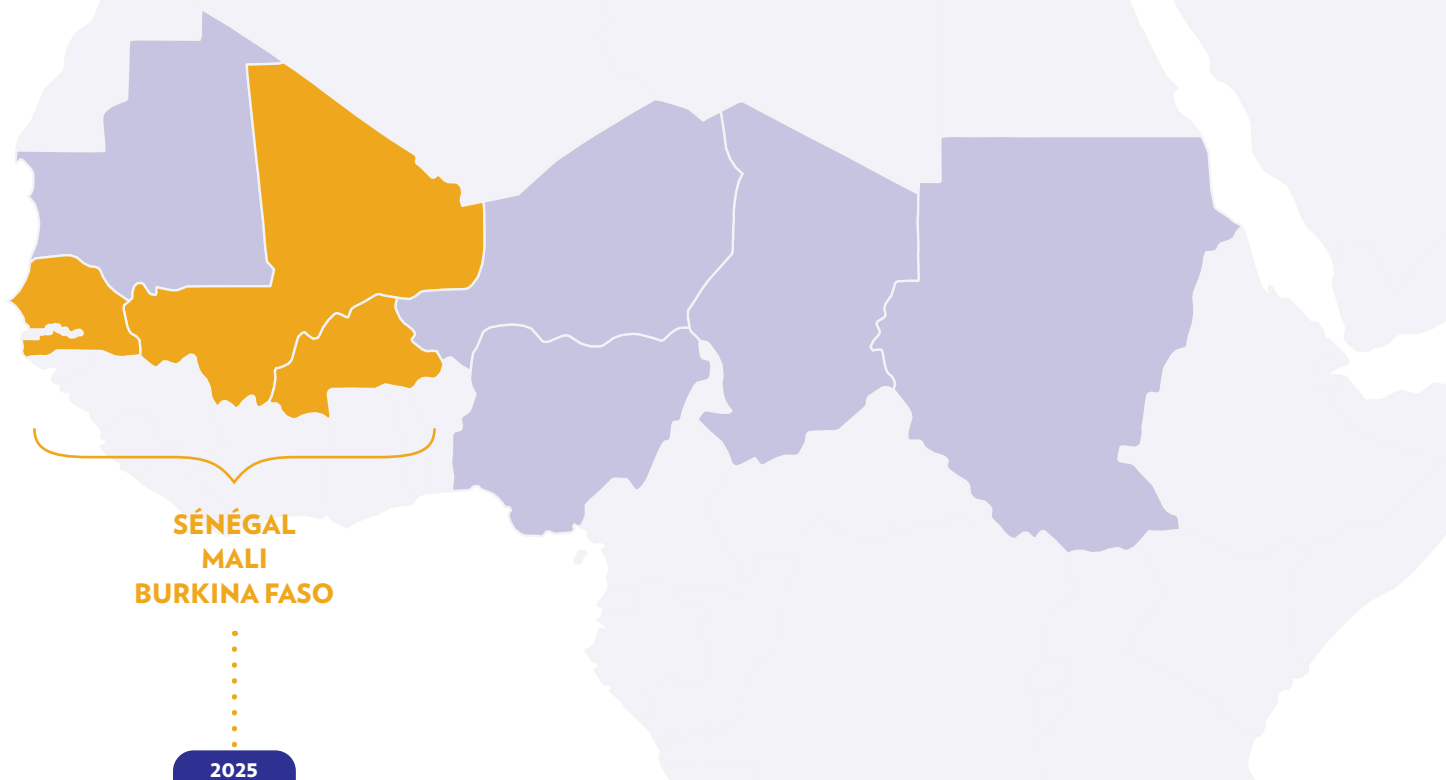


SÉNÉGAL

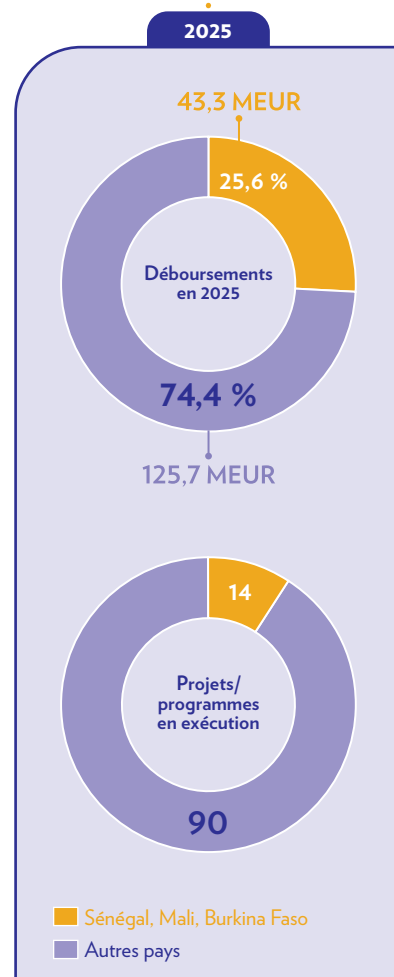
..... MALI

BURKINA FASO

SAHEL : ENTRE ABOUTISSEMENTS ET LANCEMENTS •



SÉNÉGAL
MALI
BURKINA FASO



© PIXEL

LuxDev accompagne le Sénégal, le Mali et le Burkina Faso dans leurs efforts de développement depuis la fin des années 1980. Construits sur des partenariats durables fondés sur la confiance, l'engagement mutuel et le renforcement des systèmes nationaux, les programmes financés par la Coopération luxembourgeoise dans cette partie du Sahel ont atteint leur terme au 31 décembre 2025. Ils laissent derrière eux des résultats tangibles, témoignant d'une amélioration des conditions de vie des populations et d'une consolidation des capacités nationales dans des secteurs clés. Si les interventions du Luxembourg s'achèvent, d'autres débutent, portées par des financements européens et attestant la continuité de l'engagement de l'Agence dans la région.



LA SANTÉ, UNE PORTE D'ENTRÉE •

C'est au Sénégal, en 1987, que le Luxembourg a initié sa coopération avec un pays du Sahel, en s'engageant dans la réhabilitation et l'extension de l'hôpital de Saint-Louis. Depuis lors, la santé est restée un secteur prioritaire, comme en témoigne la dernière intervention en date.

Mis en œuvre entre 2018 et 2025, le programme Santé et protection sociale a permis de consolider la chaîne de gestion des urgences. Grâce à des investissements structurants et à un accompagnement de proximité, près de 12 000 patients ont été régulés par le SAMU, tandis que des centres de réception et de régulation des appels ont été mis en place dans 4 régions stratégiques du pays. Les capacités hospitalières ont été renforcées par la réhabilitation et l'équipement de services d'urgence, de réanimation et de blocs opératoires, ainsi que par le déploiement de 22 ambulances médicalisées.

Dans le même temps, les compétences de plus de 1 000 professionnels de santé ont été consolidées grâce à la mise en place d'un centre de formation en soins et gestes d'urgence par simulation, à l'élaboration et la diffusion de protocoles de soins d'urgence et à l'octroi de quelque 140 bourses de formation.

En parallèle, le programme a atteint des résultats tangibles dans la prévention et la prise en charge des maladies non transmissibles : la proportion de patients hypertendus dépistés est passée de 0,89 % à 2,04 %, tandis que des milliers de personnes ont été sensibilisées aux risques liés au diabète et aux cancers.

FAIT MARQUANT •

Démarré en 2018 et doté d'une enveloppe de 82,7 millions EUR, le 4^e PIC entre le Sénégal et le Luxembourg s'est clôturé fin 2025. Pour célébrer près de sept années de partenariat, plusieurs événements se sont succédé, à commencer par une série de visites de sites ayant bénéficié du soutien des programmes Santé et protection sociale et Formation professionnelle et technique et employabilité. Début décembre, le Centre régional de transfusion sanguine de Kaolack a été inauguré en présence de nombreuses personnalités. Quelques jours plus tard, l'exposition « *Jaar-Jaar*, les chemins du changement », des tables-rondes et un atelier-bilan ont permis de faire la synthèse des résultats atteints dans les neuf régions d'intervention.

TÉMOIGNAGE •



• UNE MEILLEURE PRISE EN CHARGE DES URGENCES À KAFFRINE

Dr Christophe KANFOM
Médecin-chef du district sanitaire de Kaffrine

Le Dr Christophe KANFOM se souvient des limites auxquelles faisait face le centre de santé avant la construction et l'équipement d'une nouvelle unité d'accueil des urgences par le programme.

« Nous avons une unité d'accueil des urgences très étroite, avec seulement trois à quatre lits, et sans oxygène mural. Pour de nombreux patients en état de choc ou en détresse respiratoire, la prise en charge était difficile et les évacuations vers l'hôpital régional étaient fréquentes. Aujourd'hui, grâce à l'oxygène mural, ces situations sont mieux gérées et les transferts de patients ont drastiquement diminué. Les populations se disent très satisfaites car les services sont accueillants et elles y trouvent tout ce dont elles ont besoin : un bon accueil, un cadre propre et un personnel qualifié. »

Enfin, sur le plan de la protection sociale, l'appui à la professionnalisation des mutuelles et à la mise en place d'unités départementales d'assurance maladie a permis d'améliorer les services offerts et l'accès financier aux soins. Le taux de pénétration des mutuelles a ainsi atteint 97,8 % (contre 73 % avant l'intervention) et la satisfaction des usagers à leur égard est passée de 68 % à 80 %.



© Phototigui



LE RENFORCEMENT DES FILIÈRES AGRICOLES, UNE PRIORITÉ RÉGIONALE •

Au Mali et au Burkina Faso, LuxDev est intervenue dans les secteurs de l'agriculture et de la sylviculture pour améliorer la sécurité alimentaire, préserver l'environnement et renforcer les économies locales. Dans un contexte socio-économique et sécuritaire complexe, ces interventions ont favorisé une gestion durable des territoires et une agriculture plus productive et inclusive, grâce à une approche combinant structuration des filières porteuses, formation et accès au financement.

Des filières renforcées

Au Mali, les exploitations agropastorales familiales ainsi que les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) bénéficiaires des programmes mis en œuvre par l'Agence ont vu leur production augmenter. Ces résultats s'appuient sur un accompagnement de proximité, l'accès à des équipements modernes et la diffusion de bonnes pratiques et d'innovations techniques.

Entre 2020 et 2025, les rendements de la pomme de terre sont passés de 18 t/ha à plus de 22 t/ha et la production laitière moyenne a plus que doublé. Ces progrès se traduisent directement en gains économiques pour les producteurs. Les revenus annuels des bénéficiaires ont ainsi augmenté

de l'ordre de 42 % pour les producteurs laitiers et de plus de 300 % pour les producteurs de pommes de terre. Afin de faciliter l'accès au marché, des dispositifs d'accompagnement pour les producteurs locaux ont été mis en place, complétés par l'organisation d'événements d'affaires. Ces initiatives ont abouti à la signature de plus de 50 contrats dans les filières maraîchage, embouche, riz et sésame.

Former et financer pour favoriser l'insertion

L'insertion des jeunes dans leur région d'origine constitue une priorité des interventions. Dans cette optique, un effort important a été consacré à la formation professionnelle et à l'accès au financement des jeunes maliens.

À ce titre, 2 470 actifs (dont 52 % de jeunes femmes) ont été formés dans les filières lait local et pomme de terre, et 1 008 jeunes ont bénéficié d'un financement pour développer des initiatives privées. Par ailleurs, 27 projets innovants reposant sur des solutions technologiques et environnementales ont été financés à hauteur de 279 millions FCFA, permettant à leurs porteurs de s'insérer dans les filières d'opportunités agricoles.



RÉUSSITE

• DES DÉCHETS QUI CRÉENT DE LA VALEUR



Ousmane DEMBÉLÉ, entrepreneur de 36 ans originaire du district de Bamako, compte parmi les bénéficiaires du programme Développement rural et sécurité alimentaire.

Depuis neuf ans, Ousmane transforme les déchets organiques en protéines pour l'alimentation animale et en fertilisant en utilisant des larves de mouches. Bien que porteur d'un fort potentiel environnemental et économique, son projet s'est heurté à un manque de matériel et de ressources humaines qualifiées. Grâce au programme, Ousmane a bénéficié d'un accompagnement complet comprenant un financement, une formation technique pour améliorer ses

procédés de production ainsi qu'une formation en gestion pour mieux structurer et piloter son entreprise. Les effets de cet appui sont tangibles : les revenus de sa société ont augmenté de 25 % suite à l'intervention du programme. Par ailleurs, son projet contribue désormais à promouvoir l'économie circulaire durable et à créer des emplois locaux. Actuellement, 6 personnes sont employées à temps plein et 10 à temps partiel.

Des ressources mieux préservées

Au Burkina Faso, le programme d'appui à la gestion durable des ressources forestières, mis en œuvre dans un contexte de vulnérabilité climatique et de dégradation accélérée des terres, a renforcé la gestion durable du territoire à travers l'élaboration de plusieurs plans d'aménagement et la sécurisation de 15 720 hectares. En 7 ans, la restauration de 4 420 hectares de terres dégradées, dont 2 301 en 2025, ainsi que

l'aménagement de périmètres en bocage sahélien ont permis à 153 familles de s'installer et de régénérer la fertilité des sols.

Le programme a également intégré l'éducation environnementale – moteur de changement des comportements – dans 58 écoles, formé 404 formateurs et contribué au renforcement des outils nationaux de gouvernance.



LA FORMATION PROFESSIONNELLE, GAGE DE CONTINUITÉ •

Au Sahel, la formation professionnelle constitue un levier essentiel d'inclusion et d'accès à l'emploi, en particulier pour les jeunes et les femmes. Cependant, les systèmes éducatifs peinent à répondre aux besoins économiques locaux, laissant de nombreux jeunes dépourvus de compétences adéquates, notamment dans les zones rurales. LuxDev intervient sur l'ensemble du continuum éducation-formation-emploi pour leur permettre de s'engager dans des activités productives stables et rémunératrices, participant au développement de l'économie locale. Les résultats obtenus ces dernières années témoignent de cette dynamique.

L'accès à l'éducation, y compris dans les zones enclavées

Les programmes mis en œuvre dans la région ont tout d'abord facilité l'accès à l'éducation. Au Sénégal, durant le PIC IV, près de 15 000 jeunes ont bénéficié de formations qualifiantes dans des filières porteuses. Pour atteindre les publics les plus éloignés, neuf unités mobiles de formation – de véritables écoles sur roues – ont été déployées dans des zones enclavées. Au Burkina Faso, le programme d'appui au Plan sectoriel de l'éducation et de la formation, mis en œuvre entre 2018 et 2025, a contribué à la continuité éducative dans des régions confrontées à l'insécurité. Rien qu'en 2025, 165 salles de classe ont été construites et équipées, 19 établissements temporaires d'accueil modernisés, et près de 2 millions de repas distribués, permettant d'améliorer les conditions d'apprentissage dans 267 écoles, au bénéfice de 320 000 élèves.

Orienter pour élargir les perspectives

Déterminante pour l'avenir des jeunes, l'orientation a fait l'objet d'une attention particulière. Lancée en septembre 2025 au Sénégal, la campagne *Yaay Choisir* (« À toi de faire tes choix ») contribue à combattre les stéréotypes de genre en valorisant les filières scientifiques, industrielles et d'agri-élevage auprès des filles.



Découvrez
la docu-série
Yaay Choisir

Construite autour d'une docu-série pensée pour inspirer et sensibiliser, elle a touché plus de 12 millions de personnes. Au Mali, plus de 6 400 jeunes ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé pour définir un parcours en adéquation avec leurs compétences et les besoins du marché.

Une offre adaptée aux besoins

Dans le même temps, l'offre de formation a été profondément repensée pour mieux répondre aux réalités économiques. Au Sénégal, huit programmes ont été coconstruits avec des entreprises actives dans des secteurs porteurs (technologies de l'information et de la communication, agroalimentaire, bâtiment). Cette approche, centrée sur les compétences, a permis à quelque 4 300 jeunes d'acquérir des savoir-faire directement mobilisables. Près de 70 % d'entre eux ont pu s'insérer sur le marché du travail.

L'entrepreneuriat encouragé

L'appui à l'autonomie économique vient compléter ce dispositif en donnant aux jeunes les moyens de créer leur propre activité. À travers les différentes interventions menées au Mali, plus de 3 000 personnes ont été formées à l'entrepreneuriat, la gestion et l'éducation financière, renforçant leur capacité à faire vivre leurs projets. Les résultats sont encourageants : près de trois quarts des bénéficiaires soutenus poursuivent leur activité six mois après son lancement, un indicateur fort de viabilité économique. Dans le même esprit, l'accompagnement de plus de 5 500 jeunes sénégalais, combiné à l'octroi de 874 prêts, a permis d'augmenter significativement le taux d'insertion à moyen terme, passant de 34 % à 53 % en 12 mois.

Au-delà de leur impact sur les bénéficiaires directs, ces interventions ont contribué à une transformation durable des systèmes. En renforçant la gouvernance du secteur, les capacités des établissements de formation et les outils de pilotage, LuxDev a accompagné ses partenaires nationaux vers des dispositifs plus autonomes, mieux adaptés aux réalités locales et capables de s'inscrire dans la durée.



© Phototigui

Des projets européens prennent le relais

Après 2025, c'est dans le secteur de la formation-insertion que LuxDev poursuivra ses interventions au Sahel. L'Agence capitalise déjà sur les acquis antérieurs à travers de nouvelles initiatives (co)financées par l'Union européenne.



Au Sénégal, l'Initiative FIT!

Sénégal bat son plein. Visant à valoriser la formation professionnelle, notamment dans les filières liées aux Jeux Olympiques de la Jeunesse qui se tiendront à Dakar en 2026, l'initiative a lancé le concours national des métiers *TerangaSkills*. À l'approche des Jeux, les épreuves régionales ont mobilisé plus de 25 000 spectateurs venus encourager 350 jeunes talents en compétition dans des disciplines comme la restauration, la couture, la transformation de produits agricoles, la plomberie, l'électricité, la menuiserie et l'ouvrage métallique. Cette immersion a contribué à changer le regard porté sur les filières techniques, désormais perçues comme valorisantes et porteuses d'opportunités.



Au Burkina Faso, le programme BenkadiBaara – Tous ensemble pour l'emploi des jeunes! a pour objectif de favoriser le développement d'une économie verte génératrice d'emplois décents. En 2025, 132 projets de formation-insertion ont été sélectionnés en faveur de 12 000 bénéficiaires, avec un accent sur les filières agro-sylvo-pastorales, agroalimentaire, énergies renouvelables, bâtiments et travaux publics / écoconstruction et mécanique. Lancé en 2024, le programme accompagne déjà 13 000 jeunes vers l'emploi.



Enfin, l'année 2025 a été marquée par le lancement du projet Formation professionnelle pour la jeunesse au Mali, ou *Chifinw ka baarasira* (« Le chemin des jeunes vers l'emploi »). Visant à améliorer l'employabilité et l'insertion dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et le district de Bamako, le projet adopte une approche fondée sur l'adéquation au marché du travail, l'implication du secteur privé et l'inclusion des publics vulnérables. En 2025, l'action s'est concentrée sur la réalisation de diagnostics territoriaux et sectoriels, l'identification de structures de formation et d'entreprises partenaires, la coconstruction des premiers dispositifs de formation-insertion et le lancement de parcours pilotes. Par ailleurs, 435 jeunes ont été sélectionnés pour intégrer, dès le premier trimestre 2026, des parcours de formation-insertion ciblant des filières vertes et verdissantes à fort potentiel (comme le photovoltaïque, la gomme arabique, la transformation agroalimentaire, la pisciculture et certains métiers du numérique). ■



© Studio Theyes



SALVADOR



COSTA RICA



TOGO



VERS DE NOUVEAUX HORIZONS

La clôture de nombreux programmes dans la région du Sahel s'est accompagnée d'un repositionnement géographique de la Coopération luxembourgeoise et, par conséquent, d'une réorientation des actions de LuxDev sur le terrain. De l'Asie du Sud-Est à l'Amérique centrale en passant par l'Afrique de l'Ouest, l'Agence a planté de nouveaux jalons sur trois de ses continents d'intervention. Ainsi, 2025 a été marquée par la consolidation de nouveaux partenariats et le lancement de premières actions posant les bases de coopérations durables.

CAMBODGE



LE CAMBODGE, NOUVEAU PAYS D'INTERVENTION •

Une nouvelle page s'est ouverte en Asie du Sud-Est avec la signature d'un accord général de coopération entre le Luxembourg et le Cambodge en avril 2025. Frontalier du Laos et du Vietnam, où LuxDev est déjà active, le pays est confronté à des inégalités sociales et économiques croissantes. L'accès à l'emploi décent, à la protection sociale et aux services publics de base y est encore inégalement réparti et la participation des femmes à la vie économique et politique reste limitée malgré des efforts de sensibilisation et de réforme. Les effets du changement climatique, combinés à une urbanisation rapide et à une gestion environnementale fragile, accentuent la vulnérabilité des populations.

Améliorer les services publics et renforcer la gouvernance locale

La première intervention de LuxDev au Cambodge s'est inscrite dans une approche *Team Europe*, à travers une contribution au Programme d'amélioration des services aux citoyens, cofinancé par l'Allemagne et la Suisse et mis en œuvre par la GIZ. Ce partenariat, soutenu par un financement luxembourgeois de 800 000 EUR, a permis d'améliorer la qualité des services publics locaux dans les domaines de la gestion des déchets, de l'eau, de la santé et des services administratifs.

Le programme a également contribué à renforcer la décentralisation, à soutenir la digitalisation des services et à promouvoir la participation des femmes dans les rôles de direction. Une formation en *leadership* et inclusion a par exemple été mise en place pour remédier au manque persistant de femmes aux postes de direction au sein des administrations infranationales. En plus d'y être sous-représentées, les femmes ont un accès limité au renforcement des capacités, bénéficient d'une confiance réduite et disposent de peu d'occasions d'influencer la prise de décision. En 9 mois, l'activité a permis à 226 d'entre elles d'accroître leur capacité à contribuer activement à la gouvernance locale. En outre, des supports actualisés sur l'égalité de genre, l'équité sociale et l'inclusion ont été élaborés avec les ministères concernés et transmis à l'École nationale d'administration locale afin d'assurer l'intégration à long terme d'une formation au *leadership* sensible au genre dans les systèmes nationaux.

S'appuyant sur la coopération fructueuse établie entre tous les partenaires, une seconde phase de ce programme a débuté en décembre 2025 afin de poursuivre l'amélioration des services apportés aux citoyens cambodgiens.

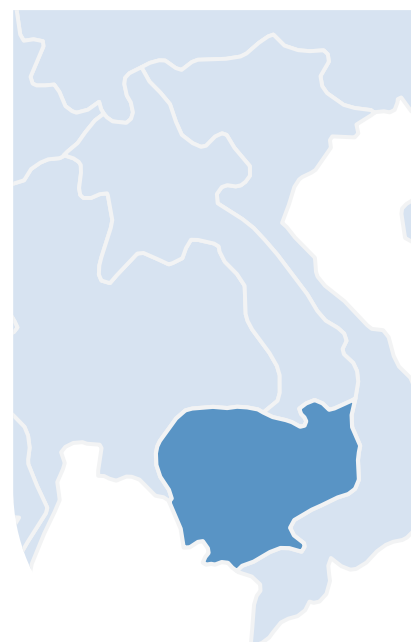
Vers un renforcement du système de santé dans les provinces reculées

Par ailleurs, un nouveau programme axé sur les services de santé publique et hospitaliers dans les provinces du nord-est du Cambodge a été formulé en 2025.

Il se concentre sur la réhabilitation des installations des provinces reculées de Stung Treng et Ratanakiri, en fournissant des équipements médicaux essentiels.

Il contribue également à la formation du personnel médical et à la modernisation des systèmes de transfusion sanguine et de chaîne du froid afin de garantir des traitements plus sûrs aux quelque 382 000 habitants de la région, et en particulier aux mères, aux nouveau-nés et aux personnes nécessitant des soins d'urgence.

Parallèlement, le programme aide les autorités sanitaires provinciales à mieux planifier, gérer et coordonner les services, à intégrer des solutions numériques et à mettre en place des systèmes résilients face au changement climatique et sensibles au genre.



TOGO, DE LA FORMULATION AUX PREMIERS RÉSULTATS •

L'année 2025 a aussi été jalonnée par la formulation et le lancement de nouveaux projets/programmes au Togo, pays qui s'est ajouté à la liste des zones d'intervention de LuxDev suite à la signature d'un accord général de coopération avec le Luxembourg en 2024. Cet accord vise à aligner les efforts des deux pays sur les priorités de développement du Togo, un État où, malgré une croissance économique soutenue, la pauvreté, le chômage et le sous-emploi des jeunes demeurent élevés, en particulier en milieu rural. La déforestation constitue également un enjeu majeur pour le pays, tout comme la stabilité nationale, menacée par des groupes armés au nord.

Dans ce contexte, la Coopération luxembourgeoise intervient dans plusieurs secteurs stratégiques : l'enseignement technique et la formation professionnelle, l'environnement et la lutte contre le changement climatique ainsi que la digitalisation. La bonne gouvernance a également été identifiée comme un axe transversal, visant à renforcer les capacités institutionnelles, la planification et la coordination sectorielle, ainsi que la transparence et l'efficacité de l'action publique.

Des premiers résultats concrets dans les secteurs forestier et digital

Le portefeuille de LuxDev au Togo comprend deux coopérations déléguées à la GIZ ayant déjà produit des résultats tangibles en 2025. Grâce au projet *Scaling up forest landscape restoration in Togo (Forests4Future)*, 1 814 hectares de forêts ont été restaurés, 1 913 ménages ont vu leurs revenus liés à l'exploitation de forêts ou de paysages productifs augmenter de 10 % en moyenne, et 3 plans de développement communal sur les 6 prévus intègrent déjà des mesures de restauration des paysages forestiers.

Quant au projet *Transformation digitale de l'économie togolaise (ProDigiT)*, il a contribué à l'équipement du Togo Data Lab, devant faire du pays un pôle régional de référence en matière d'innovation pilotée par les données, à la structuration du fonds Start, dédié aux jeunes entreprises innovantes, et à la création de l'association Togotech, favorisant le développement de services d'appui aux start-up et l'inclusion des femmes dans la tech.

Des projets structurants pour accompagner la transformation du pays

Pendant ce temps, l'Agence a formulé trois projets dont elle devra assurer la mise en œuvre dès 2026.



En réponse aux enjeux identifiés dans le secteur de la formation, le projet Science, technologie et éducation pour le leadership depuis Lomé pour l'Afrique (STELLA) vise à moderniser l'École polytechnique de Lomé pour former des ingénieurs capables de soutenir la transformation économique et technologique du pays. Il introduira des filières professionnalisantes, inclusives et alignées sur les besoins du marché, tout en renforçant la gouvernance, la recherche appliquée et l'insertion professionnelle avec un focus sur l'inclusion des jeunes femmes.



Le programme Renforcement de la cybersécurité au Togo (Togo Cyber +) contribuera à sécuriser les infrastructures numériques critiques. Il soutient la création de l'Africa Cyber Hub, un centre régional dédié à la cybersécurité favorisant la coopération, la recherche, l'innovation et le développement de compétences techniques.



Cofinancé par le Luxembourg et l'Union européenne, le programme Initiative pour la croissance locale, l'utilisation responsable des ressources et l'équilibre des écosystèmes protégés (INCLUDE) s'attaque quant à lui aux enjeux environnementaux. Il vise une gestion efficace des aires protégées améliorant les services écosystémiques, le développement d'une économie verte inclusive par les communautés locales, une gouvernance territoriale renforcée de la gestion des déchets et de l'assainissement dans les chefs-lieux de régions, ainsi qu'un pilotage amélioré du secteur par les collectivités et administrations concernées.

LE SAVIEZ-VOUS?

LuxDev, qui déployait jusqu'alors ses activités au Togo depuis son bureau du Bénin, a obtenu un accord de siège de la part du gouvernement togolais le 3 novembre 2025. Les équipes de mise en œuvre, qui se constituent petit à petit, s'installent progressivement à Lomé. Par ailleurs, la signature du premier PIC Togo-Luxembourg est programmée pour juillet 2026, marquant une étape stratégique pour l'engagement de la Coopération luxembourgeoise au Togo.



AMÉRIQUE LATINE, ÉMERGENCE D'UNE DYNAMIQUE RÉGIONALE •

Avec pas moins de 3 projets en formulation et 7 autres en phase de lancement sur les 13 interventions pilotées depuis San José, les activités de LuxDev au Costa Rica en particulier et en Amérique latine en général ont véritablement pris leur envol en 2025, à la suite de la ratification, à la fin de l'année précédente, de l'accord-cadre régissant les nouvelles relations de coopération liant les gouvernements luxembourgeois et costaricain.

Des interventions adaptées aux défis transnationaux

L'engagement de la Coopération luxembourgeoise dans la région s'inscrit dans une dynamique d'adaptation stratégique faisant suite à la clôture de ses activités au Nicaragua, en juillet 2023, et repose sur l'ambition de développer des interventions régionales afin d'aborder efficacement des enjeux transnationaux.

En effet, l'Amérique latine fait face à des défis multidimensionnels : pression migratoire, inégalités de genre persistantes, vulnérabilité socio-économique croissante, forte exposition aux impacts du changement climatique et brèches numériques freinant l'accès aux opportunités. Ainsi, au Costa Rica, les interventions de LuxDev soutiennent l'intégration des migrants, la modernisation numérique de l'État, l'innovation publique, l'appui à la coopération Sud-Sud et triangulaire, et le développement d'une économie circulaire et forestière durable. Au Salvador, les projets accompagnent les efforts nationaux pour renforcer l'inclusion économique des jeunes, accélérer la digitalisation et améliorer la coopération internationale à travers des mécanismes de coopération Sud-Sud et triangulaire. À l'échelle régionale, les programmes d'entrepreneuriat féminin se concentrent sur l'autonomisation économique et l'inclusion financière des femmes et le renforcement des écosystèmes des MPME, contribuant à combattre les inégalités de genre, à renforcer la compétitivité, l'autonomisation économique et la cohésion sociale.

Une montée en puissance des activités et des partenariats

La formulation de bon nombre de ces initiatives a été finalisée en 2025. Les équipes projets ont été constituées, les dispositifs de gouvernance renforcés et des accords de partenariat signés avec les institutions régionales, augurant une croissance significative des déboursments en 2026 et une consolidation du positionnement de l'Agence comme acteur incontournable de la coopération au développement en Amérique latine. ■

MOMENT MARQUANT

Mi-novembre, l'Ambassade du Luxembourg et le bureau régional de LuxDev à San José ont été officiellement inaugurés par le ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire Xavier BETTEL, en présence du ministre des Relations extérieures et du Culte costaricain Arnoldo André TINOCO et de tous les collaborateurs de l'Agence basés au Costa Rica. En tant que pôle régional, ce bureau joue un rôle central dans la gestion des projets menés en Amérique latine.



Xavier BETTEL, entouré de Manuel TONNAR, de Frank WOLFF, Regional Representative - Latin America and the Caribbean, et des collaborateurs de LuxDev au Costa Rica





Instituée par la signature d'un accord bilatéral en 2023, après un an de guerre, la coopération luxembourgeoise avec l'Ukraine s'est naturellement alignée sur les priorités nationales, à savoir la restauration de services essentiels, la reconstruction d'infrastructures détruites, la relance économique et le renforcement des capacités des autorités locales. Elle s'est significativement renforcée en 2025 en raison de la dégradation continue de la situation sécuritaire et humanitaire.

Des investissements massifs dans le domaine de l'énergie

Les attaques russes ciblant les infrastructures essentielles se sont intensifiées en 2025, provoquant coupures d'électricité, de chauffage et d'eau, et aggravant la vulnérabilité des populations. En réaction, le Luxembourg a doublé ses déboursés par rapport à l'année précédente pour investir massivement dans le domaine de l'énergie.

À travers LuxDev, le Grand-Duché a contribué au Fonds de soutien à l'énergie de l'Ukraine – créé dans le cadre d'un accord entre la Commission européenne et le ministère ukrainien de l'Énergie – afin de financer la réparation d'infrastructures endommagées et l'achat d'équipements indispensables au maintien de l'approvisionnement. Des investissements colossaux ont ainsi permis de fournir 47 générateurs et 73 installations solaires (avec batteries et panneaux) aux entreprises énergétiques ukrainiennes.

Former et éduquer en vue de la relance

Parallèlement, un volet énergie a été intégré au projet Soutien à la relance du district de Kryvyi Rih. Guidée par le principe du « *build back better* », cette intervention vise à rétablir les services essentiels et à soutenir la résilience d'un territoire qui compte plus de 700 000 habitants, dont de nombreux déplacés internes et vétérans. Ainsi, son approche est centrée sur quatre priorités : la relance économique – via la formation professionnelle et technique, l'appui à l'entrepreneuriat et l'accès au financement pour les MPME –, l'amélioration de l'accès à une éducation de qualité pour les enfants de 3 à 17 ans, le renforcement de la gouvernance locale et la consolidation de la résilience énergétique.



UNE AIDE RECORD

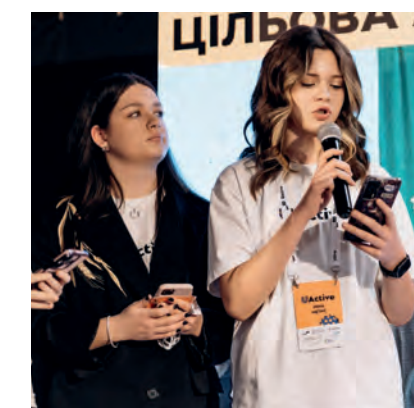
En 2025, le Luxembourg a alloué 20 millions EUR au Fonds de soutien à l'énergie de l'Ukraine et mobilisé 10,5 millions EUR pour le projet Soutien à la relance du district de Kryvyi Rih, portant à 30,5 millions EUR la contribution financière totale gérée par LuxDev et faisant de l'Ukraine le premier pays d'intervention de l'Agence en termes de volume financier.

En 2025, les fonds mobilisés ont permis de financer 200 entreprises, de créer 269 emplois et de former des jeunes dans des secteurs clés comme le déminage. Par ailleurs, face aux destructions d'infrastructures scolaires, aux ruptures prolongées d'apprentissage et à l'insécurité persistante, le projet a réhabilité 28 abris scolaires, distribué 12 000 ordinateurs portables et lancé 18 centres d'apprentissage numérique dans les écoles du district. Ces centres, qui ont bénéficié à 1 964 élèves, transforment des espaces familiers en environnements sûrs, modernes et propices à l'apprentissage hybride et à l'intégration progressive du numérique dans les enseignements. Attentif aux enjeux psychologiques soulevés par la guerre, le projet a également permis d'équiper 24 salles motrices et sensorielles, essentielles pour réduire l'anxiété des enfants face aux traumatismes du conflit. Ces résultats tangibles sont le reflet d'une approche intégrée visant à favoriser le retour à l'enseignement en présentiel, tout en garantissant la continuité pédagogique grâce aux solutions numériques.

L'année a également été marquée par le lancement de deux initiatives innovantes : les projets CatchUp, axé sur la récupération des apprentissages pour les élèves les plus affectés par les interruptions scolaires, et UActive, destiné à développer les compétences civiques, le leadership et les capacités de gestion de projet des adolescents des régions de première ligne pour leur permettre d'endosser un rôle actif dans la reconstruction de leur pays.

Un engagement prolongé

Le projet de soutien à la relance du district de Kryvyi Rih se poursuivra selon la même approche au cours des prochains mois. Un nouvel appui au secteur de l'énergie est prévu, comprenant notamment une enveloppe de 2 millions EUR pour une deuxième réponse d'urgence ainsi qu'une étude destinée à renforcer la structuration des interventions dans ce domaine à l'échelle du district. Les efforts en faveur de la relance économique locale continueront, avec un second cycle d'appui aux entreprises et un accompagnement ciblé des jeunes et des vétérans. En parallèle, l'Agence développera davantage les services de soutien psychosocial et renforcera la gouvernance locale à travers la signature de mémorandums d'entente avec les municipalités, la création d'un observatoire des MPME et la mise en place d'une facilité d'assistance technique pour la préparation des projets. Ces orientations confirment une trajectoire claire : accompagner la résilience immédiate tout en consolidant les fondations d'une reconstruction durable. ■



TÉMOIGNAGE



• RECONSTRUIRE UN PAYS, PRÉPARER L'AVENIR D'UNE GÉNÉRATION

Inna NETYS
Élève au lycée de Radushne

Inna NETYS a rejoint le programme UActive lancé par la fondation savED dans le cadre du projet Soutien à la relance du district de Kryvyi Rih. Elle témoigne des bienfaits de cette initiative dans un quotidien marqué par la guerre.



Avant l'invasion, ma famille et moi menions une vie paisible. Lorsque la guerre a commencé, nous nous sommes réfugiés temporairement en Transcarpatie, avant de rentrer chez nous. Par la suite, les informations en continu sur la guerre et l'inquiétude pour mes proches ont fortement pesé sur mon quotidien. L'anxiété et un sentiment constant d'incertitude ont perturbé ma capacité à me concentrer sur mes études.

En 2025, j'ai rejoint le programme UActive de mon école, destiné aux adolescents des régions de première ligne qui souhaitent contribuer à la reconstruction de l'Ukraine. Il m'a offert un cadre structuré et une source de soutien essentielle. Même si les activités portent sur la gestion de projet, UActive m'a aussi aidée à faire face à mes émotions et aux difficultés du quotidien. Je me sens non seulement soutenue et moins seule, mais aussi plus sereine et résiliente dans les situations difficiles grâce aux nouvelles connaissances et compétences acquises. Le programme m'a donné une force intérieure qui me permet d'envisager l'avenir avec plus de confiance.

En 2026, mon équipe et moi présenterons notre idée de projet au jury, avec l'espoir d'obtenir un financement pour sa mise en œuvre et de contribuer ainsi à la reconstruction du pays.



ENVIRONNEMENT
ET CHANGEMENT
CLIMATIQUE



ÉDUCATION,
FORMATION
ET EMPLOI



EAU ET
ASSAINISSEMENT



DIGITALISATION
ET TIC



DÉVELOPPEMENT
SOCIO-ÉCONOMIQUE



AGRICULTURE,
SYLVICULTURE ET PÊCHE



FINANCE D'IMPACT



GOUVERNANCE



SANTÉ

ACTIVITÉS
PHARES

STIMULER LA CROISSANCE, PROMOUVOIR LA PROSPÉRITÉ

La croissance économique est essentielle à l'amélioration des conditions de vie et à l'éradication de la pauvreté dans les pays en développement. Pour y contribuer, LuxDev mobilise une série de leviers complémentaires, parmi lesquels le renforcement des compétences et de l'employabilité, le soutien à l'entrepreneuriat et au développement économique local, l'amélioration de l'accès aux services financiers, ainsi que la promotion de la digitalisation et de l'innovation comme moteurs de productivité et d'inclusion. En conjuguant ces instruments avec cohérence, les projets et programmes mis en œuvre par l'Agence accompagnent la transformation des économies partenaires vers des modèles plus inclusifs, résilients et compétitifs, contribuant à garantir des moyens de subsistance durables.



LA FORMATION-INSERTION, UN TREMPLIN VERS LE PLEIN EMPLOI •

LuxDev aide à améliorer l'écosystème de formation-insertion de la quasi-totalité de ses pays d'intervention – y compris au Sahel (lire pp. 24 et 25) –, illustrant l'importance stratégique de ce champ d'action. En dotant les jeunes et les professionnels de compétences adaptées au marché du travail, l'Agence participe à l'émergence d'une main-d'œuvre qualifiée, compétitive et apte à contribuer au développement économique local, tout en garantissant des parcours professionnels, et donc de vie, plus épanouissants.



La formation professionnelle et technique, un levier pour booster l'esprit d'entreprise

Au Cabo Verde et au Rwanda, LuxDev soutient l'employabilité et l'insertion professionnelle des jeunes, des femmes et des personnes vulnérables en alignant plus étroitement l'offre de formation sur les besoins du marché du travail. Deux interventions fondées sur une approche similaire s'attachent à renforcer l'enseignement professionnel et technique à travers l'amélioration de la qualité et de la pertinence des parcours de formation, la modernisation des infrastructures pédagogiques, un appui institutionnel et le resserrement des liens avec le secteur privé. En 2025, ces deux initiatives ont mis l'accent sur le développement de l'esprit d'entreprise chez les jeunes.

Ainsi, au Cabo Verde, le programme d'appui à la formation professionnelle, à l'emploi et à l'employabilité a poursuivi son soutien technique et financier au Programme de promotion du micro-entrepreneuriat jeune. Mis en œuvre par Pró Empresa et soutenu par la Coopération luxembourgeoise depuis 2023, cet important dispositif facilite l'accès au financement des jeunes et les accompagne dans la création de nouvelles entreprises. Rien qu'en 2025, 2 955 emplois indépendants ont été créés grâce à ses mécanismes combinant formation, assistance technique, facilitation de l'accès au crédit et incubation.



Au Rwanda, le projet d'appui à la formation technique et à l'employabilité a contribué, en 2025, à stimuler l'esprit d'innovation au sein des lycées techniques de Muhororo et de Cyanika. La mise en place d'un dispositif de soutien intégré – associant renforcement des capacités, incubation dans des clubs d'entrepreneuriat et concours assorti d'un financement – a permis aux élèves de transformer leurs idées en projets économiques viables : 25 projets lauréats, dont 17 portés par des jeunes filles, ont bénéficié d'un financement de démarrage. S'appuyant sur une approche d'apprentissage par la pratique, cette initiative renforce le lien entre formation professionnelle et création d'entreprises, tout en favorisant l'auto-emploi.

Des compétences au service d'une agriculture durable et inclusive

En complément, LuxDev met en œuvre plusieurs initiatives visant à moderniser et à professionnaliser les métiers du secteur agricole plus spécifiquement. Les projets et programmes déployés au Rwanda, au Bénin et en Amérique latine partagent une ambition commune : améliorer l'adéquation entre formation, emploi et entrepreneuriat agricole au bénéfice de tous.

Au Rwanda, le projet d'amélioration des compétences pour un emploi holistique dans l'agriculture moderne transforme des écoles secondaires techniques en centres d'excellence équipés d'unités de production intégrées destinées à la formation pratique. En 2025, le projet a introduit plus de 100 variétés de cultures traditionnelles dans les centres d'excellence de Gitwe, Mutobo et Kinazi, transformant ces établissements en pôles actifs de multiplication de semences. Les premiers résultats sont probants, puisque 16 variétés ont déjà produit des semences distribuées aux communautés environnantes. Cette initiative dote les apprenants des compétences pratiques requises sur le marché de l'emploi, réduit la dépendance aux importations et positionne les écoles comme des acteurs clés de la modernisation agricole et de la sécurité alimentaire.

Le projet Transformation vers des systèmes agroalimentaires durables (Kwihaza) contribue, quant à lui, à renforcer la rentabilité des filières aquacole et horticole rwandaises en s'attaquant aux contraintes structurelles qui limitent les revenus des petits producteurs et des PME. Mené dans le cadre de l'initiative *Team Europe* «Nourrir les villes», il adopte une approche multidimensionnelle combinant renforcement des capacités, amélioration de la qualité, réduction des pertes post-récolte, adoption de pratiques adaptées au changement climatique et soutien aux PME. En 2025, un programme de formation aux bonnes pratiques aquacoles, mêlant apprentissage théorique, formation pratique et coaching sur le terrain, a permis de développer les compétences techniques et entrepreneuriales de 200 petits exploitants et de 58 PME tout au long de la chaîne de valeur. L'initiative a également conduit à l'élaboration, en collaboration avec le Rwanda TVET Board, d'un programme d'étude en aquaculture adapté aux besoins du secteur, auquel 45 jeunes se sont déjà inscrits.

Au Bénin, deux interventions complémentaires visent à structurer un continuum formation-insertion-emploi à travers la création et la modernisation de lycées techniques agricoles, le développement de formations courtes adaptées aux exploitants, un accompagnement renforcé à l'entrepreneuriat et l'accès au financement, tout en intégrant les enjeux de gouvernance et de résilience climatique. En 2025, le programme d'appui à la formation agricole et rurale a franchi une étape importante avec la création et l'opérationnalisation progressive du Fonds d'appui à l'insertion des jeunes. Conçu comme un dispositif intégré, ce fonds combine accompagnement post-formation, appui matériel ou financier au démarrage des activités agricoles ou para-agricoles, et suivi dans la durée. Deux cent quarante jeunes qui ont été orientés vers des formations courtes qualifiantes dans plusieurs filières agricoles devraient pouvoir en bénéficier dès 2026.

De son côté, le projet de formation et insertion professionnelle agricole dans le pôle de développement agricole n°4 a conduit une série d'ateliers participatifs multi-acteurs afin d'identifier les compétences prioritaires à développer dans neuf filières à fort potentiel : riz, manioc, igname, soja, anacarde, maraîchage, aviculture, ovins et caprins. Cette démarche a permis de formuler et de prioriser 95 thèmes de formations courtes et 85 thèmes de parcours certifiants, renforçant l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins économiques locaux.

Enfin, le projet régional Génération semences, formulé en 2025, vise à renforcer l'employabilité et les opportunités économiques des jeunes dans le corridor sec d'Amérique centrale, une zone particulièrement exposée aux effets du changement climatique et à la vulnérabilité socio-économique. Ciblant le Guatemala, le Costa Rica, le Salvador et le Honduras, le projet accompagnera ses bénéficiaires dans le développement d'entreprises agroalimentaires viables à travers des dispositifs de formation adaptés aux réalités locales, le renforcement des compétences techniques et d'innovation, ainsi qu'un meilleur accès aux financements et aux marchés.

Renforcer les capacités des professionnels du tourisme

Le renforcement des compétences dans les métiers du tourisme constitue un autre levier clé de valorisation économique des territoires. En la matière, LuxDev intervient au Bénin et au Laos afin de professionnaliser les filières, renforcer l'employabilité et accompagner le développement d'activités touristiques durables.

Au Bénin, le programme de construction de l'École des métiers du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration (EMTHR) entend contribuer à la croissance économique en améliorant l'offre touristique par le renforcement des compétences professionnelles. En plus d'assurer la construction et l'équipement des infrastructures et d'asseoir le cadre de gouvernance institutionnelle de l'EMTHR, il vise à développer un parcours d'écotourisme dans le Delta du Mono, où des

NOUVEAUTÉ

• FORMER AUX MÉTIERS DU PORT ET DE LA LOGISTIQUE AU BÉNIN

Un nouveau projet formulé en 2025 vise à créer un Centre de formation aux métiers du port et de la logistique au Bénin. Fondé sur une gouvernance partagée entre acteurs publics et privés, le futur centre proposera une offre de formation initiale et continue directement adaptée aux besoins du marché, favorisant l'insertion professionnelle durable des jeunes et des femmes ainsi que la montée en compétences des professionnels et des entreprises des secteurs portuaire et logistique. Il encouragera également l'innovation pédagogique, la certification des compétences et l'apprentissage en milieu professionnel afin de contribuer, à terme, à l'attractivité du port de Cotonou en tant que hub logistique régional.



LE SAVIEZ-VOUS?

La pertinence stratégique et le potentiel d'impact du programme STAF ont été reconnus par le Conseil de l'Union européenne, qui l'a inscrit sur la liste des 46 projets phares de l'initiative Global Gateway pour 2025. Le programme se classe ainsi parmi les interventions les plus importantes en matière de développement des compétences professionnelles et d'employabilité.



écosystèmes remarquables et des traditions locales riches constituent un facteur majeur d'attractivité. Soutenu par l'État béninois, le programme favorise l'insertion et la formation des jeunes et des femmes dans sept métiers : batelier, guide, vannier, potier, transformateur de coco, cuisinier-restaurateur et éco-construteur. En 2025, 232 personnes ont bénéficié de sessions de formation dédiées à ces professions, complétées par un accompagnement en entrepreneuriat et en développement de compétences techniques. Par ailleurs, 233 micro-entrepreneurs ont suivi une formation en marketing digital à l'issue de laquelle ils se sont dotés d'une identité visuelle et de supports de communication écoresponsables, participant à leur professionnalisation et à une meilleure visibilité commerciale. Au total, 1 962 sessions de coaching ont été réalisées en 9 mois, traduisant une dynamique soutenue de renforcement des capacités et d'appropriation des compétences par les bénéficiaires.

 Répondant aux priorités nationales laotiennes, le programme de renforcement des compétences en tourisme, agriculture et sylviculture (STAF) concentre son action sur deux secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et à fort potentiel économique. Cofinancé par le Luxembourg, la Suisse et l'Union européenne, il vise à renforcer l'employabilité, en particulier des jeunes et des femmes, en améliorant la qualité, la pertinence et l'accessibilité des services de développement des compétences professionnelles. En 2025, plus de 4 900 personnes se sont inscrites à des formations soutenues par le programme, tandis que 187 enseignants et formateurs ont bénéficié de formations continues. Parmi ces derniers, 75 ont suivi des formations spécialisées en cuisine vietnamienne, boulangerie-pâtisserie, barista et barman, dispensées par des formateurs expérimentés de l'École de tourisme de Hué (Vietnam) dans le cadre d'une coopération Sud-Sud appuyée par le programme. En investissant dans la formation des enseignants, le programme garantit le transfert des compétences acquises vers des centaines d'apprenants à l'échelle nationale, contribuant ainsi à l'amélioration globale de la qualité de l'enseignement dans les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie.

La recherche comme moteur du développement

Au-delà de la formation professionnelle et technique, LuxDev mobilise le potentiel de l'enseignement supérieur et de la recherche au service du développement.

 Au Kosovo, le projet Compétences pour des emplois durables vise à améliorer l'employabilité des jeunes et des femmes en proposant des formations professionnalisantes mieux alignées sur les besoins du marché du travail, en particulier dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Si le renforcement des liens entre le secteur privé et les établissements d'enseignement et de formation professionnels constitue un axe central de l'intervention, le projet accorde également une attention particulière au développement des compétences en matière de recherche. Aussi, en 2025, il a permis le déploiement d'un programme de mobilité académique en partenariat avec l'Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust (SnT) de l'Université du Luxembourg. De mars à juin, trois étudiants en master et trois doctorants de l'Université de Pristina ont ainsi été intégrés dans un environnement de recherche de haut niveau. Ils ont acquis des compétences avancées en cybersécurité, intelligence artificielle, FinTech et cryptographie post-quantique, et renforcé significativement leur profil académique et professionnel. Tous les étudiants en master ont soutenu leur thèse avec succès et accédé à un emploi qualifié, tandis qu'un participant a poursuivi un doctorat au SnT. À terme, les compétences acquises seront réinvesties au sein de l'Université de Pristina, participant à l'émergence d'un vivier de chercheurs capables de soutenir la transformation numérique du pays et son intégration dans l'économie mondiale du savoir.

Toujours en 2025, LuxDev a formulé la seconde phase de ce projet. S'étendant de 2026 à 2030, elle visera à consolider les acquis en renforçant l'adéquation entre formation professionnelle et enseignement supérieur d'une part et besoins du secteur privé d'autre part, afin de soutenir durablement l'employabilité, l'innovation et la compétitivité économique du Kosovo.

En parallèle, l'Agence appuie des initiatives de recherche appliquée à portée régionale et internationale. Le projet SnT4Dev en Afrique de l'Ouest, mis en œuvre en partenariat avec le SnT, renforce les capacités scientifiques et technologiques des universités du Sénégal et du Bénin en favorisant la cocreation de projets de recherche entre chercheurs africains et luxembourgeois, en lien avec les priorités locales. De son côté, le programme LuxAid BRIDGES, développé avec le Fonds national de la recherche, mobilise la communauté scientifique luxembourgeoise pour soutenir des projets de recherche répondant aux enjeux de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, en étroite collaboration avec des acteurs du Sud global.



LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, SOCLE D'UNE PROSPÉRITÉ INCLUSIVE

À travers une approche intégrée agissant simultanément sur l'accès au financement, la structuration des écosystèmes entrepreneuriaux et la mobilisation de capitaux responsables, LuxDev contribue à la création d'opportunités économiques durables pour tous.

Soutenir l'entrepreneuriat féminin en Amérique latine

Afin de renforcer le développement local et l'autonomie économique des femmes en Amérique latine, LuxDev met en œuvre des initiatives complémentaires visant à améliorer leur accès aux financements et aux services de développement entrepreneurial. Déployées dans les huit pays du Système d'intégration centraméricain (SICA), ces interventions s'inscrivent dans une logique de continuum, combinant accompagnement technique, instruments financiers et structuration des politiques publiques.

Le Female Entrepreneurship Fund (FEF), un fonds d'investissement d'impact domicilié au Luxembourg, constitue un levier central de cette approche. À travers le projet Contribution au FEF et grâce à un investissement catalytique de 4 millions EUR du gouvernement luxembourgeois, LuxDev mobilise des financements privés en faveur d'institutions financières régionales, afin qu'elles développent des produits mieux adaptés aux besoins des PME dirigées par des femmes. En parallèle, la facilité d'assistance technique du FEF renforce les capacités des institutions bénéficiaires à intégrer une perspective de genre et accompagne leurs clientes en matière de gestion, notamment.

Ces instruments sont venus compléter et renforcer le Programme régional de promotion de l'entrepreneuriat féminin, mis en œuvre avec le Centre régional de promotion des micro, petites et moyennes entreprises entre 2021 et 2025. Ce programme a accompagné 1 020 femmes et a abouti à l'élaboration collective d'une stratégie régionale en faveur de l'entrepreneuriat féminin. Adopté fin 2025, ce document renforce la cohérence et la coordination des politiques publiques dans la région.

Formulé la même année, le programme régional de renforcement de l'entrepreneuriat féminin s'inscrit dans la continuité de ces acquis. Il vise à consolider un écosystème entrepreneurial inclusif, appuyé par le numérique et écologiquement durable, en renforçant les capacités, les réseaux et l'accès aux financements et aux marchés des femmes entrepreneures de la région du SICA.



RÉUSSITE

DE BÉNÉFICIAIRE À MENTOR



María Gabriela SANABRIA,
jeune entrepreneure costaricaine
bénéficiaire du programme régional
de promotion de l'entrepreneuriat
féminin.

María Gabriela SANABRIA est fondatrice et directrice de Green Supply, une PME qui utilise des enzymes végétales comme catalyseurs biologiques dans des produits de nettoyage et des stimulants agricoles. Renforcer sa chaîne de production, obtenir des financements et établir des alliances stratégiques avec des institutions clés devenait essentiel pour assurer la croissance de son entreprise. Pour y parvenir, elle a participé au processus d'accélération promu par le programme régional de promotion de l'entrepreneuriat féminin.

Grâce à un diagnostic exhaustif, elle a pu analyser le positionnement de ses produits et identifier des opportunités dans la chaîne de valeur. Parallèlement, le programme lui a fourni des outils clés pour la préparation à l'investissement, lui apprenant à interpréter ses principaux états financiers et à maximiser sa rentabilité. María Gabriela a également perfectionné sa capacité à pitcher son entreprise, ce qui lui permet de la présenter efficacement auprès d'investisseurs potentiels.

Ainsi, elle a non seulement pu renforcer les capacités de Green Supply et établir des alliances stratégiques avec des institutions telles que le ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Commerce du Costa Rica, mais elle est également devenue une figure de soutien pour d'autres femmes entrepreneures. En tant que mentor engagée, elle promeut l'autonomisation des femmes qui lancent leurs propres initiatives, démultipliant les effets du programme.

Cérémonie de clôture du programme régional de l'entrepreneuriat féminin



Accélérer le développement de la finance durable au Rwanda

 Au Rwanda, LuxDev soutient le développement de la finance durable comme levier structurant de croissance économique inclusive et de mise en œuvre des engagements climatiques nationaux. Le projet d'appui au développement du Kigali International Finance Centre accompagne l'ambition du pays de se positionner comme une place financière régionale capable de mobiliser des investissements alignés sur les objectifs de durabilité. Il agit notamment sur le renforcement du capital humain du secteur financier, la promotion de la finance durable, le soutien aux entreprises bancables – en particulier les PME – et l'innovation financière.

En 2025, une étape majeure a été franchie avec le lancement de la Green Exchange Window (GEW) par la Bourse du Rwanda. Développée en partenariat avec la Bourse de Luxembourg, cette plateforme offre un cadre transparent et conforme aux standards internationaux pour mobiliser des capitaux destinés à financer des projets environnementaux et sociaux. La GEW est complétée par des initiatives de renforcement des capacités des émetteurs, comme la RSE Investment Clinic, qui améliore la préparation des entreprises à accéder aux marchés des capitaux. Grâce à cette approche intégrée, une entreprise accompagnée en 2025 a émis avec succès une obligation de 2,9 millions EUR.

En parallèle, LuxDev gère la contribution du Grand-Duché de Luxembourg au fonds Intego - Rwanda's NDC facility, un instrument lancé avec le soutien financier de la Kreditanstalt für Wiederaufbau et renforcé ensuite par d'autres partenaires. Géré par le Rwanda Green Fund, Intego vise à accélérer la mise en œuvre de la contribution déterminée au niveau national (NDC) du Rwanda en finançant des projets publics d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. À ce jour, les capitaux mobilisés ont permis de financer des initiatives de lutte contre l'érosion, de restauration des zones humides et de développement des énergies renouvelables.

Accroître la profitabilité du secteur agricole

Afin de renforcer la profitabilité du secteur agricole et d'en accroître l'attractivité économique, LuxDev soutient des initiatives complémentaires visant à améliorer l'accès au financement, à réduire les risques pesant sur les producteurs et à renforcer la compétitivité des filières agricoles. Ces interventions contribuent à lever des contraintes persistantes – exposition aux aléas climatiques, faiblesse des capacités techniques et financières – qui limitent les revenus des exploitants et des petites entreprises agroalimentaires.

À l'échelle internationale, l'Agence soutient notamment le Smallholder Sustainability Upscaling Programme (SSNUP) – Phase II, un projet multi-bailleurs visant à améliorer les conditions de vie des petits exploitants agricoles en renforçant leur résilience, leurs revenus et leur productivité. L'approche adoptée par le SSNUP repose sur le cofinancement de projets d'assistance technique associés à des investisseurs à impact actifs dans les secteurs agricoles et du financement rural. Ces projets couvrent un large éventail d'interventions, du développement de services d'assurance indicielle à la promotion de pratiques agroécologiques.

 Au Bénin, le programme Finance inclusive et innovante accompagne la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'inclusion financière 2023-2027 en ciblant en priorité les acteurs des chaînes de valeur agricoles, les jeunes et les femmes. Alors même que l'assurance agricole constitue un outil reconnu de gestion des risques liés au changement climatique – auxquels les producteurs sont de plus en plus exposés – le Bénin ne disposait plus d'offre adaptée depuis 2017. Dans ce contexte, le programme et l'ONG ADA Luxembourg ont apporté un appui structurant à l'institutionnalisation de l'assurance agricole indicielle, en partenariat avec le Fonds national de développement agricole. En 2025, 95 056 producteurs des filières coton, riz et élevage ont bénéficié d'une subvention couvrant 80 % des primes d'assurance, grâce à une mobilisation conjointe de l'État béninois, de la Coopération luxembourgeoise et de la Coopération suisse. Ce dispositif permet de réduire significativement l'exposition des exploitants aux risques climatiques, renforçant ainsi la résilience du secteur agricole.



FOCUS

• STIMULER LA CROISSANCE DANS UNE APPROCHE INTÉGRÉE

Au Kosovo, le projet Croissance durable et inclusive s'inscrit dans une approche transversale visant à soutenir l'innovation, l'inclusion et le développement social pour bâtir une économie plus verte, plus équitable et innovante. En partenariat avec plusieurs institutions clés – dont le bureau du Premier ministre, l'Agence de soutien à l'investissement et aux entreprises, les ministères sectoriels et l'Assemblée du Kosovo – il encourage les investissements locaux et étrangers dans un cadre sécurisé et transparent, dans le but de stimuler la création d'emplois et, à terme, d'améliorer les finances publiques.

En 2025, le projet a participé à l'élaboration et au lancement de la Stratégie nationale de l'innovation 2030+, avec l'implication de plus de 40 acteurs issus des pouvoirs publics, du secteur privé, du monde académique et de la société civile. Cette stratégie vise à structurer et coordonner l'écosystème de l'innovation au Kosovo. À terme, elle devrait améliorer la cohérence des politiques d'innovation, favoriser le déploiement d'instruments d'innovation structurés, stimuler l'innovation dans le secteur privé, renforcer la recherche et le développement, et soutenir la mise en place de mécanismes de financement durables. Le plan d'action associé sera quant à lui élaboré en 2026, année de clôture du projet.

Une seconde phase, formulée en 2025, viendra prolonger ces efforts en renforçant la gouvernance, la cybersécurité, la résilience numérique et le soutien à l'innovation et à la recherche, afin de consolider durablement la compétitivité économique du Kosovo.



LA DIGITALISATION COMME MOTEUR DE MODERNISATION •

LuxDev soutient la digitalisation comme levier d'inclusion économique et de création d'opportunités, en renforçant la gouvernance numérique, la cybersécurité et les compétences digitales. Ses interventions, mises en œuvre au Togo (lire p. 29), au Costa Rica, au Salvador, au Bénin et au Rwanda, entendent élargir l'accès aux technologies et accompagner une transformation numérique sécurisée et inclusive.

Soutenir la gouvernance numérique

 Afin d'accompagner une transformation inclusive, sécurisée, éthique et responsable, LuxDev met en œuvre des initiatives visant à renforcer la gouvernance numérique et les capacités institutionnelles dans différents contextes. Au Costa Rica, le projet E-gouvernance et digitalisation spatiale (CONNECTA) appuie la modernisation des services publics en renforçant les services en ligne, l'interopérabilité des systèmes et l'accès aux données numériques spatiales, tout en favorisant l'innovation et l'inclusion. En facilitant la production et l'utilisation de données géospatiales ouvertes, il contribue à une prise de décision plus éclairée dans des domaines clés tels que la résilience climatique, la prévention des catastrophes naturelles et la sécurité alimentaire.

Dans une toute autre approche, le projet Digital Governance, formulé en 2025, vise à établir un Pôle de compétences sur la gouvernance numérique éthique dans les régions en crise. Hébergé par l'University of Luxembourg Institute for Digital Ethics, ce centre jouera un rôle clé dans le développement de recherches interdisciplinaires pertinentes pour les politiques publiques, le renforcement des capacités et l'orientation stratégique des acteurs humanitaires et du développement.

Un cyberspace sécurisé au Bénin

Au Bénin, où le développement du numérique constitue une priorité gouvernementale, le programme BeDigital appuie une transformation durable et inclusive en garantissant l'accessibilité des services au plus grand nombre et en renforçant la cybersécurité. Ciblent en priorité le gouvernement, les réseaux d'entrepreneuriat féminin et les start-up technologiques, il contribue non seulement à l'adoption de nouvelles technologies et à l'inclusion financière, mais aussi à la confiance et à la sécurité dans le cyberspace.

Face à l'exposition croissante des administrations publiques et des infrastructures critiques béninoises aux cybermenaces, BeDigital a mis en œuvre, en 2025, une activité structurante dédiée au renforcement des capacités en cybersécurité, en partenariat avec la Luxembourg House of Cybersecurity. En février, un voyage d'étude au Luxembourg a ainsi permis à 10 cadres de l'Agence des systèmes d'information et du numérique (ASIN) du Bénin d'échanger avec des institutions de référence et



d'analyser des modèles éprouvés de gouvernance et de gestion des risques cyber. Au mois d'avril, un exercice de cyberdrill organisé à Cotonou a renforcé les capacités de gestion des incidents et de prise de décision en situation de crise de 52 responsables de la sécurité des systèmes d'information et experts juridiques. Autre initiative phare de l'année, le projet « 100 jeunes filles », porté avec l'ASIN et déployé par l'École des métiers du numérique (EMN), a initié 131 jeunes femmes à la cybersécurité et offert aux 40 meilleures d'entre elles une formation complète comprenant six mois de cours intensifs à l'EMN et trois mois d'immersion en entreprise pour faciliter leur insertion ultérieure.

TÉMOIGNAGE •



• DE L'ASPIRATION AU VÉRITABLE PROJET PROFESSIONNEL

Perside Unité Syntiche DEGBE
Lauréate du projet « 100 jeunes filles »

Perside raconte comment le programme BeDigital lui a permis de se réorienter vers la carrière de ses rêves, en cybersécurité.



J'ai toujours rêvé de travailler dans la cybersécurité, mais j'ai dû revoir mes ambitions en raison de la sélectivité des écoles. J'ai choisi l'informatique de gestion, en gardant l'espoir de pouvoir me réorienter un jour. C'est alors que le projet « 100 jeunes filles » est venu tout changer.

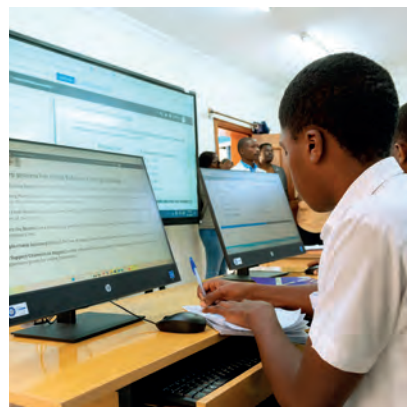
J'ai d'abord suivi une initiation à la cybersécurité à Parakou. C'était la première fois que je participais à des exercices de ce type, et j'ai immédiatement su que j'étais à ma place. À la fin de cette phase, j'ai eu la fierté d'être sélectionnée parmi les 40 finalistes pour intégrer la formation complète à l'École des métiers du numérique.

Aujourd'hui, je comprends mieux les mécanismes de sécurité informatique, les types de cyberattaques et les stratégies de défense utilisées en entreprise. Je me sens plus confiante et je me projette avec réalisme dans une carrière en cybersécurité, pourquoi pas pour des organisations nationales ou internationales. Ce projet m'a ouvert une voie que je croyais inaccessible et m'a donné les moyens de devenir la professionnelle que j'aspirais à être.



Des technologies numériques pour moderniser les systèmes de formation et d'insertion

Au Rwanda et au Salvador, LuxDev appuie des projets visant à intégrer le numérique au cœur des dispositifs de formation et d'insertion professionnelle pour en développer la portée.



Le projet Compétences digitales pour une formation professionnelle de qualité au Rwanda répond au besoin urgent de moderniser le système de l'enseignement et la formation techniques et professionnels national en intégrant les technologies numériques dans les pratiques pédagogiques. Mis en œuvre avec le Rwanda TVET Board, il vise à améliorer la qualité de l'enseignement par le déploiement de modèles d'apprentissage hybrides associant enseignement présentiel, formation pratique et apprentissage en ligne. En 2025, le projet a permis de former et d'accompagner 85 enseignants et 22 chefs d'établissement et directeurs des études aux méthodes d'enseignement hybride et aux pratiques pédagogiques numériques inclusives. Ce renforcement des capacités a conduit à l'adoption officielle de l'apprentissage hybride dans 11 écoles techniques secondaires pilotes en septembre, bénéficiant déjà à plus de 2 100 élèves et posant les bases d'un modèle répliquable à l'échelle nationale.

Au Salvador, le projet Emploi des jeunes et numérisation soutient l'insertion professionnelle de jeunes aux compétences numériques limitées, en particulier ceux issus de groupes vulnérables. Il combine le déploiement d'un système intégré d'intermédiation vers l'emploi, la promotion de l'auto-emploi dans le domaine du numérique, la création d'un laboratoire d'innovation et la mise en place d'un observatoire numérique des tendances de l'emploi, contribuant ainsi à renforcer la gouvernance de l'écosystème numérique et à créer des opportunités économiques durables.■

AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SERVICES ESSENTIELS, CRÉER DES SOCIÉTÉS INCLUSIVES

Pour contribuer au développement dans ses aspects sociaux, LuxDev agit sur le renforcement des services essentiels qui garantissent le bien-être, la dignité et les droits fondamentaux des populations les plus vulnérables. Malgré des contextes variés – caractérisés par des systèmes de santé en cours de modernisation, des installations sanitaires et des systèmes d'approvisionnement en eau inadéquats, des services judiciaires en quête d'efficacité, des espaces civiques fragilisés ou encore des dynamiques migratoires en évolution –, les interventions menées dans le domaine de la santé, de l'eau et de l'assainissement, et de la gouvernance poursuivent l'ambition partagée de bâtir des sociétés plus inclusives, équitables et résilientes.



LA SANTÉ COMME FACTEUR DE BIEN-ÊTRE DES POPULATIONS •

En plus d'avoir clôturé le programme Santé et protection sociale au Sénégal et formulé un nouveau programme axé sur les services de santé publique et hospitaliers au Cambodge (lire pp. 21 et 28), en 2025, LuxDev a poursuivi ses efforts dans le secteur au Kosovo, en Mongolie et au Laos, combinant modernisation des infrastructures, développement des compétences et prévention pour assurer un accès équitable à des soins de qualité.



Un nouveau laboratoire de cathétérisme à Pristina

Au Kosovo, la seconde phase du programme d'appui au secteur de la santé se concentre à la fois sur le renforcement de la gouvernance du secteur et sur la modernisation des soins, des infrastructures et des équipements hospitaliers. En 2025, il a franchi une étape importante avec l'installation d'un nouveau laboratoire de cathétérisme (CathLab) au sein de la clinique de cardiologie du Centre hospitalier universitaire du Kosovo, à Pristina. Près de 400 m² y ont été rénovés et dotés d'équipements de pointe. Une assistance technique et des formations dispensées en partenariat avec l'Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle du Luxembourg aideront les professionnels de santé à utiliser cet outil à son plein potentiel. Le nouveau CathLab permettra de réaliser plus de 1 000 procédures diagnostiques et interventionnelles par an, réduisant les délais d'attente, améliorant la prise en charge des urgences cardiaques et limitant les recours coûteux aux transferts vers l'étranger ou vers des cliniques privées.



Une prévention renforcée en Mongolie

Depuis 2001, la Coopération luxembourgeoise soutient la Mongolie dans la lutte contre les maladies cardiovasculaires, première cause de mortalité du pays. En 2025, le projet Cardiologie, chirurgie cardiaque et télémedecine a poursuivi son développement en renforçant les capacités chirurgicales et la qualité des soins cardiaques à l'échelle nationale. Des efforts importants ont également été réalisés en matière de prévention : grâce à des processus harmonisés et des sessions de formation en présentiel et en ligne auxquelles ont participé plus de 850 médecins, 20 260 personnes issues de 19 provinces et 9 districts ont bénéficié d'une évaluation du risque de maladie cardiovasculaire sur 10 ans, permettant un dépistage plus précoce et un accès accéléré aux traitements.

Un nouveau projet en cours de formulation doit permettre de répondre de manière encore plus structurée à l'ampleur du défi cardiovasculaire en Mongolie. Il prévoit la création d'un centre cardiovasculaire national moderne au sein de l'hôpital Shastin, à Oulan-Bator, regroupant prévention, diagnostic, traitement et recherche dans une seule infrastructure de pointe. Au-delà de la construction et de l'équipement du bâtiment, l'initiative mettra l'accent sur le développement des compétences, la digitalisation des services et la préparation opérationnelle pour garantir des soins de haute qualité centrés sur le patient.



TÉMOIGNAGE •

• DES SOINS CARDIOVASCULAIRES AMÉLIORÉS ET ACCESSIBLES



Dr Faik SHATRI
Chef du service de cardiologie au Centre hospitalier universitaire du Kosovo



Avant l'intervention, le service de cardiologie ne disposait que d'une seule salle d'opération pour les procédures de cathétérisme, alors que la demande était très élevée. Cela limitait le nombre d'interventions réalisables, contraignant les médecins à hiérarchiser les cas et créait de longues listes d'attente, exerçant une pression sur le système, engendrant des retards pour les patients et poussant certains d'entre eux à chercher un traitement dans des cliniques privées ou à l'étranger. Les conditions sont désormais meilleures grâce au nouveau CathLab qui nous permet de réaliser davantage d'interventions.

Au-delà des équipements modernes, la collaboration internationale et les formations spécialisées du personnel médical sont essentielles pour améliorer les soins cardiovasculaires et renforcer la capacité du système de santé à répondre aux besoins croissants.



Des bourses d'étude au service du renforcement du système de santé laotien



Au Laos, le programme Santé et nutrition vise à améliorer l'accès à des services de santé de qualité et abordables, en particulier dans les domaines de la nutrition et de la santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente dans les provinces de Bokeo, Bolikhamxay, Vientiane et Khammouane. En 2025, il a fortement contribué à lutter contre la pénurie de spécialistes et la répartition inégale des compétences auxquelles est confronté le pays. En attribuant des bourses d'étude à court terme, il a permis à 97 soignants de suivre des formations cliniques spécialisées, garantissant leur développement professionnel continu et l'acquisition de compétences avancées dont leurs hôpitaux ont urgemment besoin. Cinquante-quatre bourses à long terme ont également été octroyées. Elles permettront aux professionnels de santé bénéficiaires d'obtenir des diplômes nationaux et internationaux reconnus et d'améliorer aussi bien leurs compétences techniques que leur capacité à assumer des rôles de direction. Le programme encourage également les formations entre pairs pour favoriser la transmission des compétences au niveau des districts et des centres de santé, assurant ainsi un accès équitable à des soins de meilleure qualité. ■

NOUVEAUTÉ

• LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE AU SERVICE DE LA SANTÉ CARDIOVASCULAIRE

Le 22 août 2025, à Oulan-Bator, LuxDev et l'hôpital Shastin ont signé une lettre d'entente visant à consolider la coopération Sud-Sud entre la Mongolie et le Laos dans le domaine des soins cardiovasculaires. Les parties prévoient de promouvoir le partage structuré des connaissances et d'expériences entre les spécialistes des deux pays, ainsi que de dispenser des formations communes dans les deux capitales. S'appuyant sur le succès du déploiement de la télé-médecine en Mongolie, l'initiative vise également à introduire un modèle de prise en charge cardiovasculaire à distance dans les hôpitaux laotiens.

Plusieurs activités ont déjà été lancées dans le cadre de cette entente. Une première formation spécialisée sur

l'implantation de stimulateurs cardiaques a été organisée à Oulan-Bator, renforçant les compétences des cardiologues et infirmiers laotiens grâce à des travaux pratiques, du mentorat clinique et un échange de connaissances. Une formation avancée sur l'électrocardiogramme et les cardiopathies ischémiques a également été dispensée à l'hôpital Mittaphab de Vientiane.

Des activités similaires se poursuivront en 2026 et 2027, contribuant à améliorer l'accessibilité et la qualité du système de santé laotien, tout en offrant aux spécialistes mongols de nouvelles opportunités d'échanges professionnels dans des environnements cliniques variés.

Signature de la lettre d'entente entre la Mongolie et le Laos visant à consolider la coopération Sud-Sud dans le domaine des soins cardiovasculaires



UN ACCÈS ÉLARGI AUX SERVICES ESSENTIELS •

L'accès à l'eau potable et à des infrastructures de base de qualité constitue un facteur essentiel du bien-être, de la santé publique et de la dignité humaine. En améliorant l'hygiène, en réduisant l'exposition aux maladies hydriques et en allégeant les contraintes quotidiennes qui pèsent sur les populations, ces services jouent un rôle clé dans la réduction des inégalités et le renforcement de la cohésion sociale. Dans ce cadre, LuxDev s'engage à promouvoir l'offre et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement au Cabo Verde, au Rwanda et au Laos.

Des sanitaires rénovés dans les écoles primaires du Cabo Verde

Au Cabo Verde, le programme Eau et assainissement met en œuvre des activités de renforcement des capacités et réalise des investissements structurants pour accroître l'efficacité et la durabilité des opérateurs publics d'eau potable et d'assainissement. À travers le concept PromoSan – contraction des termes portugais *promoção* (promotion) et *saneamento* (assainissement) –, le programme s'attache à augmenter le nombre et la qualité des toilettes dans les écoles primaires du pays, tout en y mettant les cuisines aux normes sanitaires. Depuis 2022, il a permis de rénover les infrastructures sanitaires de 152 établissements – dont 52 en 2025 – et de 145 cantines scolaires, au bénéfice de quelque 36 000 enfants, soit 50 % des élèves du primaire au Cabo Verde. Ces investissements, qui ont permis de tripler le volume d'eau potable disponible par jour, sont systématiquement accompagnés de campagnes d'information, d'éducation et de communication, favorisant l'adoption durable de bonnes pratiques d'hygiène dans le cadre scolaire et au-delà.



Un système d'approvisionnement en eau réhabilité au Rwanda

Au Rwanda, le projet Contribution au Basket Funding for Pro-Poor Development soutient le développement d'infrastructures publiques de qualité dans 16 districts défavorisés afin de réduire les disparités territoriales et d'améliorer l'accès aux services essentiels pour les communautés rurales. En 2025, il a permis de réhabiliter le système d'approvisionnement en eau de Bushoka-Nyanga, restaurant un accès continu à l'eau potable pour environ 4 500 personnes auparavant confrontées à une dégradation de la qualité de l'eau, aux maladies hydriques et à de fréquentes pénuries. Les ménages ont ainsi pu réduire de moitié le temps passé à collecter de l'eau et se consacrer à d'autres activités économiques et éducatives. L'intervention a également bénéficié à l'école technique de Karuganda et au dispensaire local, permettant d'assurer la continuité des services éducatifs et de santé. Enfin, les travaux de rénovation ont été accompagnés d'un renforcement des dispositifs communautaires de gestion et de maintenance du réseau, garantissant la pérennité des infrastructures et le bon fonctionnement du système pour les générations futures.



Un Fonds de développement pour des infrastructures essentielles au Laos

Dans huit villages parmi les plus pauvres de la province de Bolikhamxay, au Laos, le Fonds de développement des infrastructures, instrument mis en œuvre dans le cadre du programme de développement local, a permis de construire et équiper plusieurs infrastructures essentielles. Parmi les projets sortis de terre entre 2023 et 2025 figurent deux écoles primaires et trois crèches offrant des conditions d'accueil et d'enseignement adaptées, ainsi que trois systèmes d'alimentation en eau. Ceux-ci contribuent à améliorer la santé publique et l'hygiène des populations, tout en favorisant l'égalité entre les sexes en allégeant la charge que représente la collecte de l'eau, qui incombe souvent aux femmes et aux filles. D'autres projets sont à venir, le fonds devant permettre la réalisation de 29 projets d'infrastructure et d'importants travaux de rénovation d'ici la fin du programme. Cofinancé par le Grand-Duché de Luxembourg et la Suisse, celui-ci vise à améliorer le bien-être des populations laotiennes, en particulier dans les villages et districts les plus pauvres des provinces de Bokeo, Vientiane, Bolikhamxay et Khammouane, afin de réduire les inégalités persistantes entre zones rurales et urbaines.





UNE JUSTICE PLUS EFFICACE ET ACCESSIBLE À TOUS •



L'accès à une justice équitable est un pilier fondamental du développement humain. En 2025, les actions menées au Laos ont permis d'améliorer la qualité de l'enseignement juridique, de renforcer les capacités des institutions et de rapprocher les services juridiques des communautés.



Des services juridiques de proximité au Laos

Au Laos, le programme État de droit, accès à la justice et bonne gouvernance vise à répondre aux défis persistants du secteur, à savoir une formation juridique incomplète, des capacités institutionnelles limitées et un accès inégal à la justice. En 2025, le programme a contribué à combler ces lacunes dans une approche intégrée. Il a appuyé les universités dans l'amélioration de l'enseignement juridique grâce à des investissements dans les infrastructures et les équipements, à des réformes des programmes, à l'introduction de l'éducation basée sur les résultats et au renforcement de l'enseignement clinique, qui a mobilisé 234 étudiants dans le traitement de 276 affaires.

À travers un appui ciblé de l'Institut de soutien juridique et d'assistance technique laotien, le programme a contribué parallèlement au renforcement des capacités de 7 140 praticiens du droit, procureurs, juges et fonctionnaires au sein des institutions partenaires. Ces efforts ont permis d'accroître la compétence, la responsabilité et l'efficacité de l'administration publique et du système judiciaire, consolidant la transparence et l'État de droit à l'échelle nationale.

Enfin, des progrès significatifs ont été réalisés en matière d'accès à la justice. Avec le soutien du programme, 32 bureaux d'aide juridique ont pu mettre en place des cliniques mobiles et mener des campagnes de sensibilisation au droit. En un an, ils ont atteint 166 villages, fournissant des services juridiques à plus de 11 000 personnes. Dans le même temps, les mécanismes communautaires de résolution des conflits ont été renforcés, permettant de traiter 6 921 plaintes par l'intermédiaire des unités de médiation villageoise et réduisant ainsi la pression sur le système judiciaire formel.



RÉUSSITE

• RAPPROCHER LA JUSTICE DES COMMUNAUTÉS DANS LE DISTRICT DE BOLIKHAN



Depuis 2020, Phitsy BOUNVANXAY, agente d'aide juridique dans le district de Bolikhan (province de Bolikhamxay), accompagne les habitants dans la résolution de leurs problèmes juridiques.



La plupart des gens ne cherchent pas à enfreindre la loi. Ils ne la connaissent tout simplement pas ; de même qu'ils ignorent leurs droits ou les lieux où obtenir un soutien. Lorsque l'aide juridique est disponible localement, de nombreux conflits peuvent être résolus à un stade précoce.



Avec le soutien du programme État de droit, accès à la justice et bonne gouvernance, Phitsy et son équipe ont contribué activement à rapprocher les services juridiques des populations. À travers des sessions d'information et des cliniques juridiques mobiles parcourant le district, ils ont sensibilisé plus de 350 habitants et fourni 86 services d'aide juridique à des personnes en difficulté.

En novembre 2025, Phitsy a suivi une formation de renforcement des capacités portant sur l'égalité des genres, les violences basées sur le genre et la traite des êtres humains, qui lui permet aujourd'hui d'offrir un soutien plus complet aux habitants de Bolikhan. Grâce à son engagement, la justice n'apparaît plus comme une institution lointaine, mais comme un service proche et accessible.



L'APPUI À LA SOCIÉTÉ CIVILE COMME LEVIER D'INCLUSIVITÉ •

Les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle clé dans la participation citoyenne, la défense des droits et l'inclusion des groupes marginalisés. En 2025, LuxDev a intensifié son appui pour renforcer leur structuration, leur autonomie et leur capacité à agir dans des environnements parfois fragilisés.



Élargir les opportunités d'intégration des groupes marginalisés au Kosovo

Au Kosovo, le projet de soutien à la société civile vise à renforcer la participation démocratique et la cohésion sociale en soutenant des organisations partenaires engagées dans l'autonomisation des femmes, l'inclusion des communautés sous-représentées, la promotion de l'entrepreneuriat social et le développement d'un paysage médiatique plus transparent. En 2025, il s'est associé au Jakova Innovation Center pour mettre en œuvre le *Community-driven social innovation programme*, une initiative destinée à combler l'absence de dispositifs institutionnels de soutien au secteur des entreprises sociales. Cent-neuf participants — dont plus de la moitié issue de groupes sous-représentés et 68 % de femmes — ont bénéficié de formations sur mesure, de mentorat et d'une assistance technique pour transformer leurs idées en entreprises sociales viables. Six initiatives ont ainsi progressé vers leur enregistrement officiel, témoignant des capacités locales à relever les défis du territoire.

Une deuxième phase du projet, en formulation en 2025, poursuivra ces efforts. Elle renforcera les droits humains, l'égalité de genre et l'inclusion des groupes marginalisés en consolidant le rôle des OSC et des médias dans la gouvernance démocratique.

Contre le rétrécissement de l'espace civique en Afrique et en Amérique latine

L'année 2025 a été marquée par la formulation de trois nouvelles interventions destinées à renforcer la société civile dans des contextes marqués par des transformations institutionnelles, des tensions politiques ou un rétrécissement de l'espace civique. Toutes poursuivent un même objectif : consolider et structurer les OSC, faciliter leur accès au financement et favoriser leur mise en réseau afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle.

Cofinancé par l'Union européenne et le Luxembourg, le projet Appui à la société civile au Bénin soutient la participation citoyenne dans les domaines de la bonne gouvernance, des droits humains et de l'accès équitable aux services dans les départements de Borgou, de l'Atlantique et du Littoral. Il favorise le dialogue entre les OSC faitières et les pouvoirs publics et finance des initiatives de plaidoyer, notamment en faveur des droits des minorités sexuelles et de genre.

Deux autres interventions poursuivant des objectifs similaires, mais adoptant une logique régionale, ont été élaborées au Sahel et en Amérique latine. Couvrant le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso et le Niger d'une part, et le Costa Rica et le Guatemala d'autre part, elles combinent renforcement des capacités des OSC, appui financier direct et mise en réseau avec des institutions régionales et internationales, afin de contribuer à la préservation d'un espace civique essentiel et à la promotion d'une gouvernance plus inclusive.



Accompagner les phénomènes migratoires au Costa Rica

Au Costa Rica, le projet Migration, cohésion sociale, intégration économique et gouvernance (CONVIVE) s'attache lui aussi à promouvoir une société ouverte à tous en contribuant spécifiquement à améliorer la qualité de vie et l'intégration socio-économique des personnes migrantes, réfugiées et demandeuses d'asile. Le projet intervient dans un contexte d'augmentation des flux migratoires pour simplifier les démarches administratives, optimiser les services publics et mettre en place des mesures de protection sociale devant garantir l'accès aux ressources économiques, aux services de base, à la justice et à un emploi productif et décent à tous, en particulier aux plus vulnérables.

Au nord du pays, le Fonds d'assistance technique régionale a permis d'appuyer directement une communauté de réfugiés nicaraguayens vivant dans des conditions d'hébergement précaires. Grâce à une approche combinant collaboration avec une ONG locale et interventions en régie, LuxDev a contribué à équiper et aménager 14 logements, permettant à 59 personnes de s'installer dans des habitations dignes, disposant d'électricité et de mobilier de base. Au-delà d'améliorer les conditions de vie, cette action constitue une étape décisive vers l'intégration sociale et économique durable des bénéficiaires. ■



• LES MUTUELLES DE SOLIDARITÉ

Un soutien aux survivantes en République démocratique du Congo

À la croisée de tous ces enjeux, l'Appui à l'hôpital et à la Fondation Panzi contribue non seulement à la guérison physique et émotionnelle des femmes victimes de violences sexuelles en République démocratique du Congo, mais aussi à la reconstruction de leurs moyens de subsistance et à leur accès à la justice.

Outre la prise en charge médicale et psychosociale, la Fondation Panzi déploie, depuis 2023, des mutuelles de solidarité, un dispositif communautaire qui permet aux survivantes d'épargner ensemble, d'accéder à de petits prêts et de relancer une activité économique. En 2025, 141 bénéficiaires interrogées ont rapporté des résultats très encourageants : les mutuelles leur ont permis de lancer un petit commerce, d'améliorer leurs récoltes ou de gérer des dépenses urgentes. Au-delà de leur impact économique, ces groupes offrent un espace sûr où des femmes souvent stigmatisées ou isolées peuvent se soutenir et retrouver confiance. Depuis leur lancement, les mutuelles de solidarité ont renforcé la résilience, la dignité et l'estime de soi de plus de 1 350 femmes.



© Action internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise

PROTÉGER LES RESSOURCES NATURELLES, GARANTIR LA RÉSILIENCE DES ÉCOSYSTÈMES ET DES COMMUNAUTÉS

S'agissant des dimensions environnementales du développement, LuxDev concentre son action sur la protection des ressources naturelles, la transition énergétique et le renforcement de la résilience des écosystèmes et des communautés face aux effets du changement climatique. Ses interventions, financées par le Grand-Duché de Luxembourg, les Nations unies et appuyées par des co-investissements du secteur privé, poursuivent l'ambition commune de promouvoir des trajectoires de développement plus vertes, fondées sur une gouvernance environnementale renforcée.



PROMOUVOIR UNE UTILISATION RESPONSABLE DES RESSOURCES NATURELLES •

La gestion durable des ressources planétaires constitue un levier essentiel pour préserver les écosystèmes, soutenir les moyens de subsistance et renforcer la résilience climatique. Outre les projets clôturés au Burkina Faso (lire p. 22) et récemment lancés au Togo (lire p. 29), LuxDev promeut une utilisation responsable des ressources naturelles au Costa Rica, au Rwanda et au Bénin.

Un code de la construction bois au Costa Rica

En Amérique centrale, l'exploitation responsable des ressources forestières demeure entravée par des pratiques illégales, l'informalité, des capacités entrepreneuriales limitées et une faible structuration des chaînes de valeur. Le projet d'appui à la gestion durable des forêts entend répondre à ces défis en contribuant à faire des écosystèmes forestiers un pilier du développement rural inclusif et de la résilience climatique. Son approche globale combine une assistance technique aux investissements du Forestry and Climate Change Fund du Luxembourg, un appui au développement des filières bois et produits forestiers non ligneux, ainsi que le renforcement de l'inclusion sociale et de la collaboration entre les acteurs du secteur.

En 2025, le projet a notamment apporté son soutien à la Chambre forestière, du bois et de l'industrie du Costa Rica dans l'élaboration du premier code national de la construction civile en bois. Cette initiative pionnière vise à encadrer l'utilisation du bois issu de forêts exploitées de manière responsable comme matériau structurel, promouvoir une construction à faible empreinte carbone et renforcer la compétitivité des secteurs forestier et du bâtiment, positionnant le Costa Rica comme un précurseur régional en matière de construction durable.

Un million d'arbres plantés au Rwanda

Le projet Sylviculture durable et énergies renouvelables efficaces pour des conditions de vie améliorées (SFERE) entend accroître la résilience des paysages forestiers et des communautés des districts de Rutsiro et de Rubavu, à l'ouest du Rwanda, dans un contexte où l'érosion des sols, la hausse des températures et la forte dépendance au bois et au charbon pour la cuisson fragilisent les écosystèmes et les moyens de subsistance. En combinant restauration des plantations dégradées et promotion de solutions de cuisson propre, SFERE répond à la dégradation des forêts et de la qualité de l'air, à la pression croissante sur les ressources naturelles et à la demande énergétique en constante augmentation. Le projet mobilise également le secteur privé et facilite l'accès au financement pour les PME et les coopératives afin de stimuler l'adoption de technologies durables et la création de chaînes de valeur résilientes.



TÉMOIGNAGE •

• PRÉSERVER LA NATURE, UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE



Alphonsine NYIRARUKUNDO
Mère de deux enfants et membre de l'unité privée de gestion forestière FUWAYE

Lorsque des glissements de terrain ont frappé Rutsiro en 2023, Alphonsine a perdu deux de ses proches, sa maison et une partie des moyens de subsistance de sa famille. Pour elle, rejoindre une coopérative soutenue par le projet SFERE a constitué un tournant décisif.

Alphonsine et les autres membres de sa coopérative ont bénéficié de formations en production et en gestion de pépinières. Ils mènent désormais leurs propres initiatives environnementales et économiques avec assurance, sans plus dépendre d'aucun approvisionnement externe.

« L'approche coopérative a transformé des individus vulnérables en une unité socio-économique forte. En mettant en commun les idées, les efforts et les ressources disponibles, nous pouvons accomplir ce qu'aucun d'entre nous ne pourrait réaliser seul. La coopérative a ouvert des perspectives pour les femmes et les jeunes, et nous sommes fiers que certaines d'entre nous occupent désormais des postes de direction. »

Rompant avec les approches antérieures basées sur la plantation d'arbres par des prestataires de services, le projet confie directement aux communautés locales le soin de créer et de gérer leurs propres pépinières. En 2025, il les a accompagnées dans leur formalisation en coopératives et les a formées à la production de plants, à la gestion financière et à la prise de décision. Ces efforts ont permis à 20 pépinières communautaires de produire environ 1 million de plants d'arbres fruitiers et forestiers, dont plus de 90 % ont survécu après leur transplantation sur quelque 600 hectares de terres menacées d'érosion. Au-delà des résultats écologiques, cette démarche a permis de renforcer la confiance, l'autonomie et le leadership local, en particulier pour les jeunes et les femmes, et de transformer les communautés de bénéficiaires passifs en acteurs à part entière de la résilience climatique.

Un nouveau label écologique au Bénin

Au Bénin, le projet Delta Mono vise à renforcer la gestion durable de la Réserve de biosphère du Mono et à développer l'Aire marine protégée d'Avlékété-Bouche du Roy. Mis en œuvre dans le cadre d'une initiative *Team Europe*, il contribue à préserver les écosystèmes aquatiques, terrestres et côtiers, tout en accompagnant les communautés locales – en particulier les agriculteurs et les pêcheurs – dans la transition vers l'agroécologie et des systèmes alimentaires plus durables. Son approche intégrée combine gestion durable des ressources naturelles, renforcement des capacités institutionnelles, structuration des filières locales, appui technique et économique aux producteurs et création d'opportunités économiques vertes.

En 2025, il a permis le lancement du label BIOS MONO, destiné à identifier, protéger et valoriser les produits agroécologiques issus de la Réserve. Conçu comme un outil de structuration des chaînes de valeur locales, il repose sur des critères écologiques et un mécanisme de contrôle participatif, harmonisant les pratiques agricoles pour les principales cultures vivrières – riz, maraîchage, maïs et manioc – et améliorant la qualité et la régularité de l'offre. BIOS MONO constitue désormais un repère pour les producteurs du Delta et un cadre de référence pour la valorisation des produits de la Réserve, avec un potentiel d'extension nationale et sous-régionale.



© Stéphane BRABANT



RENFORCER L'ACTION CLIMATIQUE •

Face à l'intensification des risques climatiques dans certaines de ses zones d'intervention, LuxDev soutient des approches intégrées qui renforcent à la fois la gouvernance environnementale, l'adaptation des territoires et la transition vers des modèles énergétiques plus durables.

Une approche multisectorielle de la gouvernance environnementale au Cabo Verde

En tant que petit État insulaire, le Cabo Verde est particulièrement exposé aux effets du changement climatique, qui fragilisent les populations, les écosystèmes et des secteurs essentiels tels que l'eau, l'agriculture ou la santé. Malgré des engagements ambitieux, des capacités techniques encore limitées et une coordination fragmentée y freinent la mise en œuvre des politiques climatiques.

Dans ce contexte, le Programme d'action climatique s'attache à renforcer le système de gouvernance climatique national dans une approche multisectorielle. En 2025, il a pallié le faible niveau de culture environnementale au sein de l'Université du Cabo Verde en y déployant un programme innovant, combinant formation de formateurs et d'ambassadeurs du climat, sensibilisation de 1 096 étudiants, organisation d'Olympiades et production d'outils scientifiques et pédagogiques. À Mosteiros, sur l'île de Fogo, où le réchauffement et l'acidification des eaux entraînent l'éloignement des espèces pélagiques des côtes, l'installation de dispositifs de concentration de poissons et la diffusion de pratiques de pêche durable ont contribué à réduire la pression exercée sur les écosystèmes marins, tout en renforçant la résilience des communautés côtières dépendantes de la pêche artisanale. Enfin, sur l'île de São Nicolau, le programme a contribué à réduire le risque d'incendie dans le parc naturel de Monte Gordo. Vingt pompiers volontaires ont été formés, tandis que les communautés locales ont été sensibilisées à l'alerte et à la prévention des incendies de forêt. Parallèlement, des équipements de lutte et de protection ont été acquis, et des voies d'accès et des pare-feu ont été ouverts pour faciliter les évacuations et réduire la propagation des incendies. Un plan spécial de défense contre les feux de forêt a également été élaboré pour assurer la protection du poumon vert de l'île.

De son côté, le Programme d'appui à la transition énergétique a pour objectif à long terme de contribuer à l'accès universel à une énergie propre et à un prix abordable. Déployé à l'échelle nationale, il agit à la fois sur la production et la distribution d'énergie plus durable, l'amélioration des infrastructures, la promotion de l'efficacité énergétique et le renforcement de la gouvernance du secteur. Lors de l'exercice 2025, le programme a engagé d'importants travaux sur l'île de Boa Vista, 3^e plus grand marché de l'électricité du Cabo Verde et dernier des principaux systèmes électriques du pays encore non relié au réseau national de supervision. Ces interventions ont porté sur l'extension du système de supervision et d'acquisition de données, outil collectant en temps réel les informations de production et de consommation d'électricité. Elles ont également permis l'intégration de Boa Vista au Centre national de dispatching, chargé de coordonner l'équilibre entre l'offre et la demande d'électricité à l'échelle du pays. Une fois les travaux terminés, en 2026, environ 90 % du marché de l'électricité du Cabo Verde seront ainsi placés sous une surveillance centralisée en temps réel. Cette modernisation crée les conditions techniques nécessaires à une gestion plus prédictive des réseaux insulaires, y compris de la production d'énergie renouvelable et des systèmes de stockage par batteries.



LE SAVIEZ-VOUS?

Parallèlement au Programme d'action climatique, qui se conçoit comme la réponse du Luxembourg pour soutenir le Cabo Verde dans la mise en œuvre de ses politiques et stratégies en la matière, LuxDev met en œuvre trois interventions complémentaires pour le compte des Nations unies, financées par le Fonds vert pour le climat. Deux d'entre elles portent directement sur la gouvernance climatique. La première appuie la mise en place d'un système national coordonné réunissant les ministères, les autorités locales, la société civile, les entreprises et les universités, et renforce les compétences de leurs membres en matière de planification, de mise en œuvre et de suivi des actions climatiques. Le deuxième projet relie stratégies nationales et efforts locaux. Il soutient l'élaboration de plans d'action pour le climat dans 16 municipalités en les aidant à concevoir des solutions adaptées à leurs vulnérabilités spécifiques. Enfin, la troisième intervention vise à améliorer l'accès du pays au financement climatique en dotant le ministère des Finances des capacités institutionnelles et techniques nécessaires pour préparer des propositions conformes aux exigences du Fonds vert pour le climat, facteur déterminant pour la réussite des politiques climatiques du Cabo Verde.

Financer la résilience climatique au Vietnam

Au Vietnam, dans la région particulièrement exposée aux effets du changement climatique de Hué, le projet CARE Hue, cofinancé par le Fonds vert pour le climat et le Grand-Duché de Luxembourg, poursuit le triple objectif de renforcer la prise de décision fondée sur les risques et l'adaptation climatiques, d'améliorer la résilience des écosystèmes tout en soutenant les communautés vulnérables, et d'étendre les pratiques résilientes au climat grâce à des mécanismes de financement innovants.

Le projet Finance for resilience (lire p. 15), mis en œuvre pour le compte du Grand-Duché de Luxembourg, se positionne comme une initiative complémentaire au projet CARE Hue. En effet, il entend promouvoir une agriculture intelligente face au climat, tout en renforçant le financement inclusif et l'accès au marché pour près de 300 000 petits exploitants agricoles et agro-entrepreneurs de la ville de Hué. Fondé sur une approche de développement des systèmes de marché, le projet a identifié un portefeuille de cultures résilientes et à haute valeur ajoutée. Il a ensuite noué des partenariats avec des entreprises dont les modèles reposent sur la durabilité à long terme et un approvisionnement responsable, afin de sécuriser l'accès à des marchés structurés et de renforcer l'intégration économique des agriculteurs et artisans locaux.

En 2025, LuxDev s'est ainsi associée à l'entreprise Musa Pacta pour structurer une chaîne de valeur de la banane biologique et zéro déchet sur quelque 50 hectares. Au total, 250 petits exploitants y cultiveront leurs propres terres dans le cadre d'accords de production et d'achat à long terme. L'innovation réside dans la valorisation des sous-produits, notamment par la transformation des tiges de bananier en fibres pour l'artisanat et le textile. Ce modèle circulaire permet de diversifier les sources de revenus, de réduire l'impact environnemental et de créer de nouvelles opportunités, en particulier pour les femmes.

Toutes filières confondues, cette approche a permis de mobiliser 900 000 EUR de co-investissements privés, venant compléter l'appui de la Coopération luxembourgeoise. En renforçant des chaînes de valeur à la fois respectueuses de l'environnement et commercialement viables, ces partenariats ont également facilité l'accès au financement. En décembre, Agribank a accordé son premier prêt agricole fondé sur la chaîne de valeur à une coopérative de bananiers de la ville de Hué, ouvrant la voie à un financement fondé non plus sur les garanties, mais sur des débouchés sécurisés et des flux de trésorerie maîtrisés.

Soutenir la transition énergétique au Kosovo

Au Kosovo, le projet Transition énergétique et atténuation du changement climatique soutient la transition du pays vers un secteur énergétique plus propre, plus compétitif et aligné sur les normes de l'Union européenne. Il s'attaque à des défis structurels tels qu'une faible adoption des énergies propres, une faible efficacité énergétique, des capacités institutionnelles limitées et un accès restreint au financement vert. L'intervention combine appui aux politiques publiques ainsi que renforcement des capacités institutionnelles et des mécanismes fondés sur le marché.

Le projet a atteint une avancée majeure en 2025 en soutenant l'adhésion du pays à l'Association of Issuing Bodies, lui permettant ainsi d'intégrer le Système européen de certification de l'énergie. De ce fait, les producteurs d'énergie éligibles peuvent accéder au marché européen des garanties d'origine et générer des revenus supplémentaires, tandis que les entreprises exportatrices bénéficient de preuves vérifiables de leur recours aux énergies renouvelables. Cette évolution renforce la transparence et la crédibilité de l'information relative à l'origine de l'électricité, accroît la confiance des investisseurs et soutient la décarbonation du secteur privé.

L'année a aussi été marquée le lancement du *Clean Energy Grant Scheme*, un mécanisme de subventions mis en œuvre par l'Agence kosovare pour l'investissement et le soutien aux entreprises sous la houlette du ministère de l'Économie. Doté de 1 million EUR, ce dispositif soutient les investissements des entreprises dans le solaire, le stockage et l'efficacité énergétique, contribuant ainsi à accélérer l'adoption de solutions propres par le secteur privé. ■



Ann-Christin AUSTANG, présidente du conseil d'administration de l'AIB ;

Lindita DAIJA, représentante du projet Transition énergétique et atténuation des changements climatiques ;

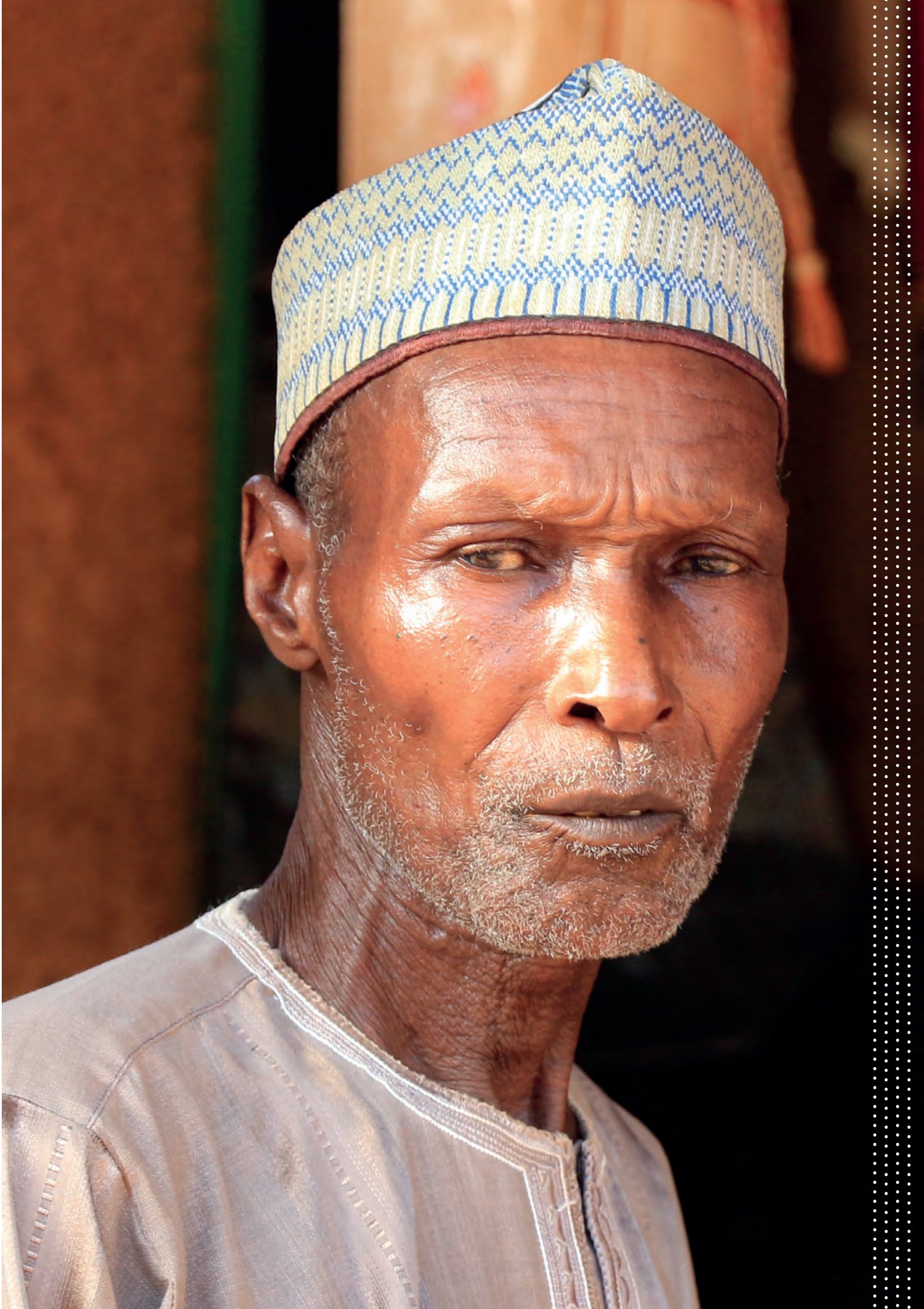
Liesbeth SWITTEN, secrétaire générale du conseil d'administration de l'AIB ; et

Ymer FEJZULLAHU, président de l'Office de régulation de l'énergie

RÉCAPITULATIF DES FONDS MIS EN ŒUVRE EN 2025 •

DANS LES PAYS D'INTERVENTION (EUR)

	Déboursés 2024	Déboursés 2025
BUREAU BÉNIN NIGER TOGO	9 526 215	11 807 086
Bénin	7 845 386	7 320 995
Niger	1 680 829	596 287
Togo	-	3 889 804
BUREAU BURKINA FASO	15 899 129	19 198 063
BUREAU CABO VERDE	22 679 672	16 895 493
BUREAU MALI	7 682 948	6 909 839
BUREAU RWANDA	11 569 555	17 994 913
BUREAU SÉNÉGAL	20 551 748	17 184 196
BUREAU KOSOVO	7 169 513	8 531 199
BUREAU ASIE	16 918 851	24 700 081
Cambodge	-	2 300 000
Laos	16 653 413	21 866 862
Vietnam	265 438	533 219
BUREAU AMÉRIQUE LATINE	1 819 470	4 261 637
Amérique latine et Caraïbes	1 536 462	1 911 638
Costa Rica	92 204	462 274
Nicaragua	-24 215	-
Salvador	215 019	1 887 725
PROGRAMMES GLOBAUX	27 553 225	41 520 534
Mongolie	1 613 660	925 324
Multi-pays	7 153 355	8 582 225
République démocratique du Congo	2 535 404	1 439 333
Ukraine	16 250 806	30 573 652
Total	144 364 226	169 003 041



RÉCAPITULATIF DES PROJETS ET PROGRAMMES FORMULÉS ET MIS EN ŒUVRE EN 2025

NOM DU PROJET/PROGRAMME	PAYS / RÉGION	BAILLEUR(S)
• AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE		
Appui à la gestion durable des forêts	Amérique latine et Caraïbes	Grand-Duché de Luxembourg
Appui à la gestion durable des ressources forestières	Burkina Faso	Grand-Duché de Luxembourg
Appui à la transition agroécologique et à la mise en place de systèmes alimentaires durables dans la réserve de biosphère du Mono (Delta Mono)	Bénin	Grand-Duché de Luxembourg
Développement rural et sécurité alimentaire	Mali	Grand-Duché de Luxembourg
Projet de recherche et innovation pour des systèmes agro-pastoraux productifs, résilients et sains en Afrique de l'Ouest (PRISMA)	Burkina Faso	Union européenne
Programme d'appui aux filières agropastorales – Phase II	Mali	Grand-Duché de Luxembourg et Suisse
Renforcer la résilience des communautés rurales du Cercle de Kita et leur accès au système de marché – Phase III	Mali	Grand-Duché de Luxembourg
Scaling up forest landscape restoration in Togo (Forests4Future)	Togo	Grand-Duché de Luxembourg
Sylviculture durable et énergies renouvelables efficaces pour des conditions de vie améliorées (SFERE)	Rwanda	Grand-Duché de Luxembourg
Transformation vers des systèmes alimentaires durables (Kwihaza)	Rwanda	Grand-Duché de Luxembourg
• DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE		
Contribution au Basket Funding for Pro-Poor Development (PPD-Basket)	Rwanda	Grand-Duché de Luxembourg
Croissance durable et inclusive au Kosovo	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
Croissance durable et inclusive au Kosovo (formulation)	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
Programme de développement local	Laos	Grand-Duché de Luxembourg et Suisse
Programme de développement local pour les provinces de Bokeo, Bolikhamxay, Khammouane et Vientiane	Laos	Grand-Duché de Luxembourg et Suisse
Programme régional pour la promotion de l'entrepreneuriat des femmes – Phase II	Amérique latine et Caraïbes	Grand-Duché de Luxembourg
• DIGITALISATION ET TIC		
Développement digital (BeDigital)	Bénin	Grand-Duché de Luxembourg
E-gouvernance et digitalisation spatiale (CONNECTA)	Costa Rica	Grand-Duché de Luxembourg
Emploi des jeunes et digitalisation	Salvador	Grand-Duché de Luxembourg
Pôle de compétences sur la gouvernance numérique dans les régions touchées par des crises	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
Renforcement de la cybersécurité au Togo (TogoCyber+)	Togo	Grand-Duché de Luxembourg

SnT4Dev en Afrique de l'Ouest	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
Soutien à l'Union africaine pour la création et le déploiement d'une équipe continentale d'intervention en cas d'incident de sécurité informatique	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
Transformation digitale de l'économie togolaise (ProDigiT)	Togo	Grand-Duché de Luxembourg
• EAU ET ASSAINISSEMENT		
Appui aux efforts de réhabilitation à la suite du passage de la tempête tropicale « Erin »	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Eau et assainissement	Niger	Grand-Duché de Luxembourg
Eau et assainissement	Sénégal	Grand-Duché de Luxembourg
Programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
• ÉDUCATION, FORMATION ET EMPLOI		
Aide budgétaire sectorielle de l'emploi et employabilité au Cabo Verde	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Améliorer les compétences pour un emploi holistique dans l'agriculture moderne (ISHEMA)	Rwanda	Grand-Duché de Luxembourg
Appui à la formation professionnelle pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins	Togo	Grand-Duché de Luxembourg
Appui à la politique sectorielle d'enseignement et de formation techniques et professionnels (APOSE) au Burkina Faso	Burkina Faso	Grand-Duché de Luxembourg
Appui à la réforme de la formation technique et professionnelle au Kosovo - Phase II	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
Appui au fonds commun sectoriel éducation	Niger	Grand-Duché de Luxembourg
Appui au Plan sectoriel de l'éducation et de la formation 2017-2030	Burkina Faso	Grand-Duché de Luxembourg et Union européenne
Appui au secteur de la formation professionnelle au Cambodge	Cambodge	Grand-Duché de Luxembourg
BenkadiBaara – Tous ensemble pour l'emploi des jeunes !	Burkina Faso	Union européenne et Grand-Duché de Luxembourg
Chifinw ka baarasira - Formation professionnelle pour la jeunesse au Mali	Mali	Union européenne
Compétences digitales pour une formation professionnelle de qualité au Rwanda (<i>Digital skills</i>)	Rwanda	Grand-Duché de Luxembourg
Compétences pour des emplois durables au Kosovo	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
Compétences pour des emplois durables au Kosovo (formulation)	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
École des métiers du port et de la logistique	Bénin	Grand-Duché de Luxembourg
École des métiers du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration	Bénin	Grand-Duché de Luxembourg
Formation et insertion professionnelle	Mali	Grand-Duché de Luxembourg
Formation professionnelle, employabilité et insertion	Sénégal	Grand-Duché de Luxembourg
Formation professionnelle et technique et employabilité	Sénégal	Grand-Duché de Luxembourg
Génération semences : la jeunesse rurale transforme le secteur agroalimentaire dans le corridor sec d'Amérique centrale	Amérique latine et Caraïbes	Grand-Duché de Luxembourg
Initiative FIT ! Sénégal	Sénégal	Union européenne, Grand-Duché de Luxembourg, Pays-Bas, Suisse et Irlande
Programme d'appui à la formation agricole et rurale (ProFAR 2)	Bénin	Grand-Duché de Luxembourg

Programme d'appui à la formation professionnelle, à l'emploi et à l'employabilité	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Projet d'appui à la formation technique et à l'employabilité au Rwanda (AFTER II)	Rwanda	Grand-Duché de Luxembourg
Projet de formation et insertion professionnelle agricole dans le pôle de développement agricole n° 4	Bénin	Grand-Duché de Luxembourg
Programme régional de renforcement de l'entrepreneuriat féminin – Phase III	Amérique latine et Caraïbes	Grand-Duché de Luxembourg
Renforcement des compétences en tourisme, agriculture et sylviculture (STAF)	Laos	Grand-Duché de Luxembourg, Suisse et Union européenne
Science, technologie et éducation pour le leadership depuis Lomé pour l'Afrique (STELLA)	Togo	Grand-Duché de Luxembourg
Soutien à la relance du district de Kryvyi Rih	Ukraine	Grand-Duché de Luxembourg
VET Toolbox 2	Multi-pays	Union européenne
• ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE		
CARe Hue - Adaptation au changement climatique et résilience dans la province de Thua Thien Hué	Vietnam	Grand-Duché de Luxembourg et Fonds vert pour le climat
Initiative pour la croissance locale, l'utilisation responsable des ressources et l'équilibre des écosystèmes protégés (INCLURE)	Togo	Union européenne et Grand-Duché de Luxembourg
Permettre au Cabo Verde d'accéder au Fonds vert pour le climat pour le financement climatique	Cabo Verde	Fonds vert pour le climat
Planification de l'action climatique du Cabo Verde au niveau local	Cabo Verde	Fonds vert pour le climat
Programme d'action climatique	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Programme d'appui à la transition énergétique	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Renforcement du cadre de gouvernance climatique du Cabo Verde	Cabo Verde	Fonds vert pour le climat
Transition énergétique et atténuation des effets du climat au Kosovo	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
• FINANCE D'IMPACT		
Appui à la consolidation du marché des valeurs mobilières du Vietnam et renforcement des capacités de formation	Vietnam	Grand-Duché de Luxembourg
Contribution au Female Entrepreneurship Fund (FEF)	Amérique latine et Caraïbes	Grand-Duché de Luxembourg
Contribution au fonds Bloc Smart Africa	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
Female Entrepreneurship Fund - Facilité d'assistance technique	Amérique latine et Caraïbes	Grand-Duché de Luxembourg
Finance for resilience	Vietnam	Grand-Duché de Luxembourg
Finance inclusive et innovante	Bénin	Grand-Duché de Luxembourg
Projet d'appui au développement du Kigali International Finance Centre	Rwanda	Grand-Duché de Luxembourg
Smallholder SustaiNability Upscaling Programme (SSNUP) – Phase II	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg et Suisse
Soutien à Intego, fonds dédié à la contribution déterminée au niveau national du Rwanda	Rwanda	Grand-Duché de Luxembourg
• GOVERNANCE		
Appui à l'enquête nationale sur les revenus et les dépenses des ménages	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Appui à la production, l'analyse et la dissémination de statistiques de qualité au Cabo Verde	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg

Appui à la société civile au Bénin	Bénin	Grand-Duché de Luxembourg et Union européenne
État de droit, accès à la justice et bonne gouvernance	Laos	Grand-Duché de Luxembourg
Gouvernance et suivi du PIC V	Sénégal	Grand-Duché de Luxembourg
Migration, cohésion sociale, intégration économique et gouvernance (CONVIVE)	Costa Rica	Grand-Duché de Luxembourg
Programme d'appui aux organisations de la société civile en Amérique centrale	Amérique latine et Caraïbes	Grand-Duché de Luxembourg
Renforcement de la participation de la société civile et de l'inclusion sociale au Kosovo	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
Soutien à la société civile au Kosovo	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
• SANTÉ		
Aide budgétaire sectorielle dans le secteur de la santé au Cabo Verde	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Appui à l'hôpital et à la Fondation Panzi	RD Congo	Grand-Duché de Luxembourg
Appui au secteur de la santé du Kosovo - Phase II	Kosovo	Grand-Duché de Luxembourg
Cardiologie, chirurgie cardiaque et télé médecine en Mongolie	Mongolie	Grand-Duché de Luxembourg
Interventions du Luxembourg dans la lutte contre la Covid-19	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
Programme santé et nutrition	Laos	Grand-Duché de Luxembourg
Santé et protection sociale	Sénégal	Grand-Duché de Luxembourg
Santé publique et services hospitaliers dans les provinces du nord-est du Cambodge	Cambodge	Grand-Duché de Luxembourg
• AUTRES		
Appui à la coopération Sud-Sud et triangulaire	Salvador	Grand-Duché de Luxembourg
Appui à la coopération Sud-Sud et triangulaire (COOPERA)	Costa Rica	Grand-Duché de Luxembourg
Appui au fonds commun des donateurs du dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires	Niger	Grand-Duché de Luxembourg
Appui aux organisations de la société civile au Sahel	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
Appui transversal au PIC « Développement – Climat – Énergie »	Cabo Verde	Grand-Duché de Luxembourg
Assistants techniques juniors 2024	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
Assistants techniques juniors 2025	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
Business Partnership Facility	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
Fonds d'assistance technique régional en Amérique centrale	Amérique latine et Caraïbes	Grand-Duché de Luxembourg
Fonds de soutien à l'énergie de l'Ukraine	Ukraine	Grand-Duché de Luxembourg
LuxAid BRIDGES	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
LuxAid Business 4 Impact	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
Programme d'amélioration des services aux citoyens – Phase I	Cambodge	Grand-Duché de Luxembourg
Programme d'amélioration des services aux citoyens au Cambodge – Phase II	Cambodge	Grand-Duché de Luxembourg
Riposte globale/Sécurité alimentaire	Multi-pays	Grand-Duché de Luxembourg
Soutien à la création du Centre national de cardiologie	Mongolie	Grand-Duché de Luxembourg



LuxDev

A 49-51, avenue de la Gare • L-1611 Luxembourg

T +352 29 58 58 1 • **E** contact@luxdev.lu

f in   **luxdev.lu**



LUXDEV

**Luxembourg
Development Agency**